



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 NOVEMBRE 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 9th, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"Cardinal Estate Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Jacques Charbonneau, industriel, Jean-Marie Viau, étudiant, et Jacqueline Charbonneau, sans occupation, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marie Viau et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, diriger et entreprendre par aucun moyen ou manière quelconque le commerce et les activités d'une compagnie de contrôle et de placement, sous le nom de "Cardinal Estate Corporation", avec un capital total de \$60,000.00, divisé en 600 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

16437-o

Letters Patent

"Cardinal Estate Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Jacques Charbonneau, manufacturer, Jean-Marie Viau, student, and Jacqueline Charbonneau, unemployed, wife separate as to property by marriage contract of said Jean-Marie Viau, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, direct and undertake in any manner or by any means whatsoever, the business and activities of a holding and investment company, under the name of "Cardinal Estate Corporation", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

16437

"Cyrus Realty Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Eli Michael Berger, Alan Bernard Gold et Murray Lapin, avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par bail, achat, échange, concession ou autrement des lots de ville, bâtisses de ferme, sites de ville, pâturages et terres à bois, toutes sortes de bâtisses et toute description d'immeubles et propriétés réels ou tous intérêts et droits en iceux, légaux ou équitables ou autrement de quelque manière que ce soit, prendre, bâtir, détenir, posséder, aménager, travailler, développer, louer, vendre, échanger, améliorer ou autrement négocier et disposer de ces lots, terrains, sites, immeubles et propriétés réels ou d'aucun intérêt en iceux, faire le commerce de toute portion de terrains et propriétés ainsi acquis, les subdiviser en lots à bâtir, et, en général, les disposer en lots rues et sites à bâtir pour toutes fins résidentielles ou autrement, et avec le pouvoir d'y construire des rues, des systèmes d'égout et de drainage nécessaires, bâtir sur iceux pour des fins résidentielles et commerciales ou autrement, sous le nom de "Cyrus Realty Inc."

Le montant du capital de la compagnie sera divisé en 3,000 actions sans valeur nominale ou au pair et en 3,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de \$23,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16438 L. DÉSILETS.

"Cyrus Realty Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1946, incorporating: Eli Michael Berger, Alan Bernard Gold and Murray Lapin, advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by lease, purchase, exchange, concession or otherwise, city lots, farm buildings, town sites, grazing and timber lands, all kinds of buildings and any description of real estate and real property, or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever, to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, lease, sell, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property of any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, and generally laying the same out into lots, streets and building sites for any residential purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential and for commercial purposes or otherwise, under the name of "Cyrus Realty Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be divided into 3,000 shares having no nominal or par value and 3,200 preferred shares of the par value of \$25.00 each, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than \$23,000.00.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16438-o Deputy Attorney General.

"Dominion Associated Brands Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi du Roi, Moses Moscovitch, avocat, et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, producteurs, marchands et vendeurs, importateurs, exportateurs et négociants d'habits, habillement, et vêtements d'aucune sorte et description pour hommes, femmes et enfants, en gros et en détail, sous le nom de "Dominion Associated Brands Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16439 L. DÉSILETS.

"Dominion Associated Brands Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: John Jacob Spector, advocate and King's Counsel, Moses Moscovitch, advocate, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, producers of, dealers in and vendors of, importers, exporters and jobbers of men's, women's and children's clothing, garments and wearing apparel of every kind and description, wholesale and retail, under the name of "Dominion Associated Brands Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16439-o Deputy Attorney General.

"Dominion Lumber Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat, Cordelia Leclerc, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Jean Martineau, avocat, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois de charpente, propriétaires de scierie, moulin à bardeaux et moulin de pulpe, marchands de billots, bûcherons et marchands de bois de construction dans aucune et toutes leurs spécialités; acheter, vendre, préparer pour le marché, manipuler importer, exporter et faire le commerce de billes de sciage et contreplaqués, bois de charpente, pilotis et poutres, bois de construction et bois de toutes sortes, et manufacturer et faire le commerce de bois de construction, bois de charpente, bardeaux, lattes, chassiss et portes, maisons portatives, bâtisses et tous articles et matériaux dans la fabrication desquels le bois de charpente, le bois de construction ou le bois est utilisé, sous le nom de "Dominion Lumber Co. Ltd."

Le capital de la compagnie consistera en cinq cents actions ordinaires sans valeur au pair et en deux mille cinq cents actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars.

Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce ne sera pas moins de \$27,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16440

L. DÉSILETS.

inco of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Frank Bernard Chauvin, advocate, Cordelia Leclerc, stenographer, spinster of the full age of majority, both of the city of Montreal, and Jean Martineau, advocate, of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of timber merchants, saw-mill, shingle mill and pulp mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches; to buy, sell, prepare for market, manipulate, import, export and deal in saw and veneer logs, timber, piles and poles, lumber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in lumber, timber, shingles, laths, sashes and doors, portable houses, buildings and all articles and materials in the manufacture whereof timber, lumber or wood is used, under the name of "Dominion Lumber Co. Ltd."

The capital stock of the company will consist of Five Hundred Common Shares with no par value, and Two thousand five hundred Preferred shares with a par value of One hundred dollars.

The amount of the capital with which the company will carry on business shall not be less than \$27,500.00.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16440-o

"Drain Clear Service Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard LeBel, avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, louer ou autrement faire le commerce de ferronnerie, accessoires de plomberie et d'électricité, fournitures et appliques et exploiter et donner le service sur aucun de ces marchandises ou articles, sous le nom de "Drain Clear Service Limited".

Le capital de la compagnie est divisé en cent (100) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq cents dollars (\$500).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16441

L. DÉSILETS.

"Drain Clear Service Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1946, incorporating: Henri-Paul Lemay, Bernard LeBel, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, purchase, sell, rent or otherwise deal in hardware, plumbing and electrical equipment, fittings and fixtures and to operate and service any such goods or articles of equipment, under the name of: "Drain Clear Service Limited".

The capital stock of the company is divided into One Hundred (100) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be FIVE HUNDRED DOLLARS (\$500.00).

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16441-o

"Esquire Luggage Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes

"Esquire Luggage Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the second day of

en date du deuxième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Cecil Sprigings, manufacturier, Emile Bayard, surintendant, tous deux de L'Abord-à-Plouffe, et J.-Eugène St-Arnaud, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, prendre et faire le commerce actuellement exercé dans le village de l'Abord-à-Plouffe, co. Laval, district de Montréal, par les requérants soussignés, sous la raison sociale de "Esquire Luggage" Co.

Manufacturer, assembler, acheter ou vendre, importer ou exporter comme mandants ou agents à commission ou autrement faire le commerce en gros ou en détail d'aucune et toutes sortes de malles et valises, étuis ou articles en cuir ou tous produits d'iceux, tels que des bourses pour dames, sacs pour dames, bourses, porte-monnaie, petites bourses, porte-clés, ceintures et courroies, malles, valises, sacs de voyage, portemanteaux, étuis de chirurgiens, sacs de voyages pour dames et messieurs, chemises, serviettes, sacs "duffle", boîtes de gramophones portatifs, sacs à main, sacs de golf et articles semblables manufacturés de toute matière quelconque, soit en étoffe, cuir, bois, fibre et plastique ou aussi aucun ou tous accessoires ou pièces utilisés pour fabriquer, entretenir, réparer ou qui sont nécessaires à aucun des articles susdits, sous le nom de "Esquire Luggage Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Abord-à-Plouffe, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

16442

October, 1946, incorporating: Cecil Sprigings, manufacturer, Emile Bayard, superintendent, both of L'Abord-à-Plouffe, and J.-Eugène St-Arnaud, accountant, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, take over and carry on the business now carried on in the village of l'Abord-à-Plouffe, Laval Co. district of Montreal, by the undersigned applicants, under the firm name of "Esquire Luggage" Co.

To manufacture, assemble, buy or sell, import or export as principal or as commission agents, or otherwise deal wholesale or retail in any or all kinds of luggage and baggage, cases, or leather goods or any products thereof, such as ladies' purses, ladies' bags, purses, wallets, change purses, key cases, belts and belting, trunks, valises, luggage, suitcases, surgeon's cases, ladies' and men's travelling bags, portfolios, briefcases, duffle bags, gramophone portable cases, pick-up cases, golf bags, and similar articles manufactured of any material whatsoever whether cloth, leather, wood, fibre and plastic or also any of all accessories or parts used to manufacture, maintain, repair or necessary with any of the aforesaid, under the name of "Esquire Luggage Company Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at L'Abord-à-Plouffe, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16442-o

"Fleury Mica Mine, Limited"

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Dame Maria Tremblay, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Aimé Fortin, notaire, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de St-Joseph-d'Alma, Gabriel Fleury, prospecteur minier, de Chambord Junction, et Thérèse Fortin, organiste, de St-Joseph-d'Alma, fille majeure, tous du district de Roberval, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Fleury Mica Mine, Limited" (No personal liability), avec un capital total de \$30,000.00, divisé en 30,000 actions de \$1.00 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à St-Joseph-d'Alma, dans le district de Roberval.

"Fleury Mica Mine, Limited"

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Dame Maria Tremblay, wife separate as to property by marriage contract of J. Aimé Fortin, notary, and duly authorized by him for the purposes hereof, of St-Joseph d'Alma, Gabriel Fleury, mining prospector, of Chambord Junction, and Thérèse Fortin, organist, of St-Joseph d'Alma, spinster, all of the district of Roberval, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals,

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Fleury Mica Mine, Limited" (No personal liability), with a total capital stock of \$30,000, divided into 30,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at St-Joseph-d'Alma, in the district of Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16443-o L. DÉSILETS.

"General Decoration Manufacturing Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trentième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Gaston Esnouf, François Veilleux, avocats, et René Garant, comptable, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses spécialités, le commerce de manufacturier et de distributeur, négociant et commerçant, agent, courtier, soit en gros, soit en détail, à la fois comme principal et agent, pour elle-même ou pour d'autres, d'articles en cire, en plastique, céro-plastique, plâtre, bois ou autre substance analogue;

Généralement faire le commerce du bois et le transformer, acheter, vendre, et faire l'exploitation de coupes de bois, sous le nom de "General Decoration Manufacturing Ltd.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 500 actions ordinaires de \$50.00 chacune, et 300 actions privilégiées de \$50.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trentième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16444-o L. DÉSILETS.

"Genest & Tessier Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Robert Genest, agent, Maurice Tessier, commis, tous deux de la cité de Québec, et Paul Tessier, agent, de la cité de Lévis, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, fabriquer, améliorer, transformer, importer, exporter, posséder, louer, échanger, donner à bail, vendre ou autrement aliéner, en gros ou en détail, et généralement faire le commerce de tous appareils de chauffage, brûleurs, accessoires électriques, combustible, articles de ménage, meubles, articles de sport, jouets, fournitures de tout genre et de toute description, nouveautés, bibelots, machinerie, feronnerie, outillage, accessoires mécaniques, produits chimiques, métaux, denrées alimentaires, cuir et produits en cuir, papier et carton, matières plastiques, matériaux de construction, et généralement tous objets et biens se rapportant directement ou indirectement à ceux ci-dessus décrits, sous le nom de "Genest & Tessier Inc.", avec un capital total de \$30,000.00, divisé en 300 actions de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16445-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16443 Deputy Attorney General.

"General Decoration Manufacturing Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, incorporating: Gaston Esnouf, François Veilleux, advocates, and René Garant, accountant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in general and in all lines of same the business of manufacturer and distributor, trader and dealer in, agent, broker, wholesale and retail, both as principal and as agent, for itself or for others, of objects in wax, plastic, céro-plastic, plaster, wood or other similar substances;

To deal generally in lumber, transform, buy and sell the same, and operate timber cuts, under the name of "General Decoration Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$50 each, and 300 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Saint-Lambert, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16444 Deputy Attorney General.

"Genest & Tessier Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of October, 1946, incorporating: Robert Genest, agent, Maurice Tessier, clerk, both of the city of Quebec, and Paul Tessier, agent, of the city of Lévis, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, manufacture, improve, transform, import, export, own, lease, exchange, give on lease, sell or otherwise alienate, whether wholesale or retail, and deal generally in any heating apparatus, burners, electric accessories, fuel, household supplies, furniture, sporting goods, toys, furnishings of every kind and description, novelties, knick-knacks, machinery, ironware, equipment, mechanical accessories, chemical products, metals, foodstuffs, leather and leather products, paper and cardboard, plastic matter, building requisites and, generally, any objects or goods, directly or indirectly connected with those hereinabove described, under the name of "Genest & Tessier Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The number of the company's shareholders is limited to twenty.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16445 Deputy Attorney General.

"Granby Wooden Novelties Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Oscar Cotnoir, industriel, Jacques Noiseux, notaire, tous deux de Granby, district de Bedford, et Alcide Gingras, ouvrier, des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer des articles en bois de tous genres, soumissionner à cet effet, acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer, louer, échanger, négocier, transiger, donner et faire toutes autres opérations, contrats ou actes, commerciaux ou non, pouvant avoir une relation directe ou indirecte avec la fabrication de tels articles sous toutes ses formes, en général faire toutes les opérations matérielles ou non destinées à la réalisation et à la confection de tous articles en bois ou en toutes autres matières en dérivant, sous le nom de "Granby Wooden Novelties Co. Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de QUATRE-VINGT-DIX MILLE DOLLARS (\$90,000.00).

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de QUARANTE-CINQ MILLE DOLLARS (\$45,000.00), divisée en 450 actions d'une valeur au pair ou nominale de \$100.00 chacune. La partie du capital-actions qui sera émise comme actions ordinaires ou communes est de QUARANTE-CINQ MILLE DOLLARS (\$45,000.00) divisée en 9,000 actions d'une valeur au pair ou nominale de CINQ DOLLARS (\$5.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16446-o L. DESILETS.

"Granby Wooden Novelties Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Oscar Cotnoir, manufacturer, Jacques Noiseux, notary, both of Granby, district of Bedford, and Alcide Gingras, workman, of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture wooden articles of all kinds, to tender for such purpose, buy, sell, import, export, manufacture, lease, exchange, trade in, transact, give and engage in any other operations, contracts or acts, commercial or otherwise, which may be connected directly or indirectly with the making of the said articles under all forms of same, generally to engage in all material or other operations destined to the realization and making of any articles in wood or in any other matter derived therefrom, under the name of "Granby Wooden Novelties Co. Ltd."

The amount of capital stock of the company is ninety thousand dollars (\$90,000).

The part of capital stock to be issued as preferred shares is forty-five thousand dollars (\$45,000), divided into four hundred and fifty shares of a par or nominal value of one hundred dollars each. The part of capital stock to be issued as ordinary or common shares is forty-five thousand dollars (\$45,000) divided into nine thousand shares of a par or nominal value of five dollars (\$5) each.

The head office of the company will be at Granby, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DESILETS,
16446 Deputy Attorney General.

"Grand Calumet Mining Company Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, Ernest William Mockridge, teneur de livres, tous deux de la cité de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, Clifford George Meek et Charles Eric Humphrey, teneurs de livres, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Grand Calumet Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix

"Grand Calumet Mining Company Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1946, incorporating: Herbert William Jackson, manager, Ernest William Mockridge, bookkeeper, both of the city of St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek and Charles Eric Humphrey, bookkeepers, the three latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Grand Calumet Mining Company Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price

payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16447 L. DESILETS.

"H. M. & S. Sportswear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Samuel W. Schwisberg, C.R., Cyril E. Schwisberg, tous deux de la cité d'Outremont, et Samuel Greenblatt, de la cité de Montréal, tous avocats, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements pour femmes et enfants;

Faire le commerce de toutes sortes de tissus textiles, tissus et fils, sous le nom de "H. M. & S. Sportswear Inc.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16448 L. DESILETS.

"Isidore Pollack Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Isidore Pollack, marchand, Bess C. Pollack, commis, fille majeure et Seymour Pollack, gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de lainages, soieries, coton, tissus de toute descriptions, et, en général, aucun et tous produits ou tissus semblables de toutes sortes, et exercer le commerce de manufacturiers, négociants, marchands, agents de moulins, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, intermédiaires et mandants, sous le nom de "Isidore Pollack Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16449 L. DESILETS.

"Kenebec Wood Products Limited"
"Produits Forestiers Kenebec Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1946.

L. DESILETS,
16447-o Deputy Attorney General.

"H. M. & S. Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the thirtieth day of September, 1946, incorporating: Samuel W. Schwisberg, K.C., Cyril E. Schwisberg, both of the city of Outremont, and Samuel Greenblatt, of the city of Montreal, all advocates, in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of women's and children's clothing;

To deal in all kinds of textile cloths, fabrics, and yarns, under the name of "H. M. & S. Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1946.

L. DESILETS,
16448-o Deputy Attorney General.

"Isidore Pollack Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the thirtieth day of September, 1946, incorporating: Isidore Pollack, merchant, Bess C. Pollack, clerk, spinster, and Seymour Pollack, manager, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire, and sell or otherwise deal in or with woollens, silks, cottons, fabrics of all descriptions, and generally for any and all similar products or materials of every sort, and to carry on the business of manufacturers, jobbers, dealers, mill agents, importers, exporters, wholesalers, retailers, principals and for factors, under the name of "Isidore Pollack Inc.", with a total capital stock of \$30,000.00, divided into 300 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1946.

L. DESILETS,
16449-o Deputy Attorney General.

"Kenebec Wood Products Limited"
"Produits Forestiers Kenebec Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du premier jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Jules Baillargeon, négociant, Georges Roberge, industriel, et Paul-Eugène Baillargeon, avocat, tous de Saint-Georges, district de Beauce, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter, faire le commerce ou mettre en valeur toutes sortes de bois, brut ou fini, bois de construction, bois de pulpe, bois en billots et tous leurs produits et sous-produits:

Manufacturer, acheter et vendre des meubles ou des parties de meubles, sous le nom de "Kenebec Wood Products Limited — Produits Forestiers Kenebec Limitée", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16450-o L. DÉSILETS.

"Les Produits Artistiques Limitée"
"Artistic Products Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Philippe-Auguste Angers, Antonio Angers, Lionel Tremblay, tous commis et Jean-Charles Simard, avocat, tous des cité et district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, vendre en gros et en détail, importer et exporter, et autrement, faire le commerce de tout objet d'art ou d'utilité pratique, en métal, plastique, plâtre, étoffe, papier, verre, bois, celluloïd, ainsi quelques composés, plaques, insignes, jeux, jouets, nouveautés, dispositifs de publicité de toutes sortes, sous le nom de "Les Produits Artistiques Limitée — Artistic Products Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 40 actions sans valeur au pair et 60 actions privilégiées de \$100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$4,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Côte-de-la-Réserve, Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16451-o L. DÉSILETS.

"Levitt Holding Corp."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Fanny Roman, Cecile Ashgold, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Maurice J. Garmaise, étudiant, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire, garantir éventuellement à forfait et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir soit absolument comme propriétaires ou par voie de garantie collatérale ou au-

ince of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the first day of October, 1946, incorporating: Jules Baillargeon, merchant, Georges Roberge, manufacturer, and Paul-Eugène Baillargeon, advocate, all of Saint-George, district of Beauce, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import and export, deal in, or turn to account all kinds of wood, whether rough or dressed, lumber, pulpwood, log and the products and by-products thereof;

To manufacture, buy and sell furniture or furniture parts, under the name of "Kenebec Wood Products Limited — Produits Forestiers Kenebec Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St George in the district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16450 Deputy Attorney General.

"Les Produits Artistiques Limitée"
"Artistic Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Philippe-Auguste Angers, Antonio Angers, Lionel Tremblay, all clerks, and Jean-Charles Simard, advocate, all of the city and district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, wholesale and retail, import and export and otherwise deal in any object of art or of practical utility, of metal, plastic, plaster, material, paper, glass, wood, celluloid, and the by-products thereof, plates, badges, games, toys, novelties, publicity devices of every kind, under the name of "Les Produits Artistiques Limitée — Artistic Products Limited".

The capital stock of the company will be divided into 40 shares without par value and 60 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will begin its operations is \$4,000.

The head office of the company will be at Côte-de-la-Réserve, Chicoutimi, District of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16451 Deputy Attorney General.

"Levitt Holding Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Fanny Roman, Cecile Ashgold, both secretaries, spinners of the full age of majority, and Maurice J. Garmaise, student, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise and to offer for

tremement et offrir pour souscription publique, vendre, garantir la vente, et céder, transférer ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations, débentures, titres, actions et autres valeurs, effets, de commerce, récépissés d'entrepôts de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autres ou individu ou association, sous le nom de "Levitt Holding Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16452 L. DÉSILETS.

public subscriptions, sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, trade acceptances, warehouse receipts of any government or municipal or school corporation of or any banking, public utility, commercial, industrial, or other company or corporation or individual or association, under the name of "Levitt Holding Corp.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16452-0 Deputy Attorney General.

"Men's Apparel Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier octobre 1946, constituant en corporation: Jack Paskell, Myer Aide, manufacturiers, de la cité de Montréal, et Samuel Royces Altrows, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de chemises de toute description pour hommes, comprenant les chemises de sport, blouses de toute description pour femmes, habillement, habits et vêtements de toute sorte pour hommes, dames, demoiselles et enfants; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre, en gros et en détail, des chemises de toute description pour hommes, comprenant des chemises de sport, blouses de toute description pour femmes et manteaux, habits et vêtements de toutes sortes et descriptions pour hommes, dames, demoiselles et enfants, sous le nom de "Men's Apparel Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16453 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1946, incorporating: Jack Paskell, Myer Aide, manufacturers, of the city of Montreal, and Samuel Royces Altrows, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy or otherwise acquire, and sell or otherwise deal in or with men's shirts of every description, including sport shirts, women's blouses of every description, and men's, ladies', misses' and children's garments, clothing and wearing apparel of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling, both wholesale and retail, men's shirts of every description, including sport shirts, women's blouses of every description, and men's, ladies', misses' and children's garments, clothing and wearing apparel of every kind and description, under the name of "Men's Apparel Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each, and 200 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16453-0 Deputy Attorney General.

"Nadeau & Frères, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuvième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph Nadeau, marchand général, Alfred Nadeau, commerçant, tous deux de Leeds, district d'Arthabaska, Gaudiaus Nadeau, manufacturiers, de St-Patrice, et Albert Nadeau, épiciers, de St-Agapit, ces deux derniers du district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'épiciers, en gros et en détail;

Exercer l'industrie de meunier, de fabricant de moulées balancées, d'engrais alimentaire, exploiter des moulins à cette fin et faire le com-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of October, 1946, incorporating: Joseph Nadeau, general merchant, Alfred Nadeau, trader, both of Leeds, district of Arthabaska, Gaudiaus Nadeau, manufacturer, of St-Patrice, and Albert Nadeau, grocer of St-Agapit, these two latter of the district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail grocery business;

To carry on the business of miller, manufacturer of balanced rations, fattening feed, to operate mills for such purpose and deal, wholesale

merce, en gros et en détail, des grains et moulées utilisés dans l'industrie animale, des grains de semence, des engrais chimiques;

Exercer, à l'occasion, le métier, l'industrie, le commerce de marchand de bois, de camionneur, de commerçant d'animaux, d'entrepreneur général en construction de bâtiments, voirie ou ponts, sous le nom de "Nadeau & Frères, Ltée", avec un capital total de \$100,000.00, divisé en 1,000 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dosquet, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16454-o L. DESILETS.

and retail, in grain and meal used in the livestock industry, seed grain and chemical fertilizers;

To carry on, occasionally, the trade, industry and business of lumber merchant, carter, dealer in animals, general contractor for the construction of buildings, roads, or bridges, under the name of Nadeau & Frères, Ltée", with a total capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dosquet, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1946.

L. DESILETS,
16454 Deputy Attorney General.

"National Converters and Jobbers Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Dave Miller, manufacturier, Edward S. Berger et Benjamin L. Louis, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de convertisseurs et négociants de toutes sortes de textiles, lainages, soieries, coton et rayon, ainsi que manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes pour hommes et dames et de vêtements pour enfants, sous le nom de "National Converters and Jobbers Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Aucune action ne sera valablement transférée sans le consentement unanime par écrit de tous les directeurs.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16455 L. DESILETS.

"National Converters and Jobbers Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Dave Miller, manufacturer, Edward S. Berger and Benjamin L. Louis, advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of converters and jobbers of all kinds of textiles, woollens, silks, cottons and rayons, as well as to manufacture and trade in men's and ladies' apparel of all kinds and children's wear, under the name of "National Converters and Jobbers Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

No shares can validly be transferred without the unanimous consent in writing of all the directors.

The number of Shareholders shall be limited to twenty.

The Head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DESILETS,
16455-o Deputy Attorney General.

"Papicath Investors Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, avocats, Frank E. Louis et Philip Coan, marchands, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et placer dans tous titres, obligations, débetures, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, souverain ou d'autorité suprême, municipale, locale ou autrement, et dans des bons, débetures, titres, certificats, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée, ou dans toute entreprise dans laquelle la compagnie peut s'intéresser ou dans laquelle d'autres peuvent s'intéresser et dans des propriétés mobilières ou immobilières quelconques et placer de l'argent et changer,

"Papicath Investors Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1946, incorporating: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, advocates, Frank E. Louis and Philip Coan, merchants, all in the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority, supreme, municipal, local or otherwise and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever whether public or private or in any undertaking upon which the Company may enter itself or which may be entered into by others and in any movable or immovable property whatsoever and to invest money, and to change, alter or realize upon any such investments and

modifier ou réaliser sur ces placements et replacer de la manière susdite tous deniers qui peuvent être en aucun temps aux mains de la compagnie, sous le nom de "Papicath Investors Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 200 actions de \$25 chacune.

Le droit de transférer les actions du capital de la compagnie sera restreint de manière à ce qu'aucune action ne sera transférée sans le consentement d'une majorité des directeurs;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
16456 L. DÉSILETS.

to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company, under the name of "Papicath Investors Limited", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 200 shares of \$25.00 each.

The right to transfer shares of the capital stock of the company shall be restricted in that no shares shall be transferred without the consent of a majority of the directors;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
16456-o Deputy Attorney General.

"Photo-Lithographie Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de juin 1946, constituant en corporation: Robert Fiset, commis, Maurice Roberge, employé civil, et Marcel Maheux, employé civil, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer le commerce, les affaires et les opérations de photolithographie, de lithographie, d'héliographie, de photographie, de rotogravure, procédé à la soie, d'imprimeur, de graveur, de photographeur, de relieur, d'éditeur, de libraire, blue print, ainsi que les industries et arts connexes;

Acheter, exploiter, utiliser, vendre des droits d'auteur, d'éditions de tous ouvrages, parus ou en préparation, sous le nom de "Photo-Lithographie Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000.00, divisé en 190 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$100.00 chacune et 210 actions communes ayant une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deuxième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
16457-o L. DÉSILETS.

"Photo-Lithographie Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1946, incorporating: Robert Fiset, clerk, Maurice Roberge, civil servant, and Marcel Maheux, civil servant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on the business, affairs and operations of photo-lithography, lithography, heliography, photography, rotogravure, silk process, and as printer and engraver, photographer, binder, editor, stationer, blue print maker, and also all allied industries and arts;

To buy, operate, use, sell copyrights, editions of all works, whether published or in preparation, under the name of "Photo-Lithographic Inc."

The amount of capital stock of the company will be \$40,000, divided into 190 preferred shares having a par value of \$100 each and 210 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
16457 Deputy Attorney General.

"Pierre Sévigny & Cie Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Pierre Sévigny, marchand, tous deux de la cité de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et autrement acquérir, vendre et autrement disposer, importer, exporter, manufacturer, produire, assembler, finir, passer des contrats, bâtir, ériger, dessiner, installer et travailler toutes sortes de bois de construction, bois de charpente et bois, machinerie, outillage, pièces, spécialités, accessoires et fournitures, fer, acier, plomb, cuivre, cuivre jaune, bronze et autres métaux, produits chimiques, huiles et graisses, plastiques, cires et peintures, textiles, cuir, céra-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Pierre Sévigny, merchant, both of the city of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, import, export, manufacture, produce, assemble, finish, contract, build, erect, design, install, and service all kinds of lumber, timber and wood, machinery, equipment, parts, specialties, supplies and fittings, iron, steel, lead, copper, brass, bronze and other metals, chemicals, oils and greases, plastics, waxes and paints, textiles, leather, ceramics, insulations, bricks, cements, wire, cable, and all

mique, isolants, briques, ciment, fils, câbles et tous les éléments et parties constitutives d'iceux et toutes choses, articles ou marchandises manufacturés ou composés d'iceux, sous le nom de "Pierre Sévigny & Cie Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1. chacune.

Aucune action ou actions de la compagnie ne seront vendues ou transférées par aucun actionnaire à moins et jusqu'à ce que les directeurs de la compagnie, à leur seule discrétion, aient, par résolution du bureau de direction, approuvé et autorisé le transfert;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera à 985 ouest, rue Sherbrooke, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16458 L. DÉSILETS.

elements and components thereof and all things, articles or goods manufactured or compounded from the same, under the name of "Pierre Sévigny & Cie Inc.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 90 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and 1,000 common shares at the par value of \$1.00 per share.

No share or shares of the company shall be sold or transferred by any shareholder unless and until the directors of the company in their sole discretion, have by resolution of the Board, approved and authorized the transfer;

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the company will be at 985 Sherbrooke Street, West, city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16458-o Deputy Attorney General.

"Quebec Waterways Sightseeing Tours Company"

"La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuvième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Wilbrod Bherer, C.R., Marie-Paule Dion, sténographe, tous deux de la cité de Québec, et Napoléon Beaudet, avocat, de Charlesbourg, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le transport par bateaux sur le Saint-Laurent ou sur toute rivière navigable dans les limites de la province de Québec;

Faire tout commerce accessoire à l'obtention de l'objet principal de la compagnie qui est celui du transport maritime, sous le nom de "Quebec Waterways Sightseeing Tours Company — La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec", avec un capital de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16459-o L. DÉSILETS.

"Quebec Waterways Sightseeing Tours Company"

"La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of October, 1946, incorporating: Wilbrod Bherer, K.C., Marie-Paule Dion, stenographer, both of the city of Quebec, and Napoléon Beaudet, advocate, of Charlesbourg, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on transportation byboat on the Saint Lawrence or on any navigable river within the limits of the Province of Quebec;

To carry on any business accessory to the attainment of the main object of the company which is that of maritime transport, under the name of "Quebec Waterways Sightseeing Tours Company — La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16459 Deputy Attorney General.

"Reldan Mfg. Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Moses M. Nadler, manufacturier, de la cité de Montréal, David L. Nadler, manufacturier, et Bess Nadler, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des vêtements de toute description pour hommes, dames et enfants;

"Reldan Mfg. Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Moses M. Nadler, manufacturer, of the city of Montreal, David L. Nadler, manufacturer, and Bess Nadler, secretary, spinster, of the full age of majority, both of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, men's, ladies' and children's wearing apparel of every description;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des brassières, corsets, corselets, jupons, sous-vêtements de toute description pour femmes et enfants à base de commission ou autrement, sous le nom de "Reldau Mfg. Corporation."

Le capital de la compagnie consistera en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16460 L. DÉSILETS.

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, brassières, corsets, corselettes, slips, women's and children's underwear of every description, on a commission basis or otherwise, under the name of "Reldau Mfg. Corporation."

The capital stock of the Company shall consist of 100 common shares of a par value of \$100.00, each, and 300 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16460-o Deputy Attorney General.

"Rynol Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Nathan Bier, marchand, Jack Ralph Bogante, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Justin Loeb, gérant, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ou aucune de leurs spécialités tous ou aucun ou plus des commerces suivants: le commerce qui consiste à manufacturer, agir comme agents de manufacturiers, produire, distribuer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier ou autrement faire le commerce comme grossistes, détaillants, agents de nouveautés, bibelots, jouets, parfums, poterie, ornements, objets de piété ou religieux, bijouterie, ustensiles et accessoires de maison, appareils, articles de toilette, coutellerie, articles divers, feronnerie, menus objets, verrerie, articles de fumeurs, tapis, articles d'étain, argenterie, montres, horloges, outils, machinerie, fournitures, meubles, peintures, lingerie; sacs à main, abat-jour et articles de modes; plastiques, tissus élastiques, bonneterie, gants, maillots de bain, gaines, corsets, textiles, drap, coton, laine, filés et autres substances fibreuses, toiles, lin, rayon, soie, chanvre et autres tissus textiles et fils, draperies, dentelles, marchandises sèches, marchandises de fantaisie, articles en cuir, marchandises imperméables, articles tricotés, caoutchouc, caoutchouc india, gutta-percha et tous articles contenant du caoutchouc sous aucune forme, cellulose, boutons, boucles de ceintures, bretelles, élastiques, jarretières et habits et vêtements d'aucune et toutes sortes pour hommes, femmes et enfants et toutes sortes de manteaux, tous vêtements et tous leurs accessoires sans exception ou réserve et les produits connexes de tous genres et sortes et descriptions, sous le nom de "Rynol Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16461 L. DÉSILETS.

"Rynol Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1946, incorporating: Nathan Bier, merchant, Jack Ralph Bogante, advocate, both of the city of Montreal, and Justin Loeb, manager, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all or any of their branches all or any one, or more of the following businesses: the business of manufacturing, manufacturers' agents, producing, distributing, buying, selling importing, exporting, jobbers, or otherwise dealing with as wholesalers, retailers, agents in novelties, notions, toys, perfumes, pottery, ornaments, piety or religious objects, jewelry, household utensils and equipment, appliances, toilet requisites, cutlery, sundries, hardwares, smallwares, glasswares, smokers sundries, rug sundries, tinwares, silversmiths, watchmakers, clockmakers, tools, machinery, supplies, furniture, paints, lingerie; handbags, lampshades and millinery supplies; plastics, elastic fabrics, hosiery, gloves, bathing suits, girdles, corsets, textiles, cloth, cotton, wool, worsted and other fibrous substances, linens, flax, rayons, silk, hemp and other textile fabrics and yarns, drapes, laces, dry goods, fancy goods, leather goods, waterproof goods, knitted goods, rubber, India rubber, gutta percha and all articles containing rubber in any form, cellulose, buttons, buckles belts, suspenders, elastic, garters and mens', women's and children's clothing and wearing apparel of any and all kinds and all kinds of outer-garments, under-garments, underwear and all accessories thereto without exception or reserve, and allied products of all kinds and sorts and descriptions, under the name of "Rynol Inc.", with a total capital stock of \$15,000.00, divided into 150 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16461-o Deputy Attorney General.

"The Mountain Castle Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph Randolph,

"The Mountain Castle Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Joseph Randolph, Myer Randolph and Morris Randolph, all ma-

Myer Randolph et Morris Randolph, tous manufacturiers, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, restaurant, salle de rafraîchissements, tenanciers d'auberge et de maison de pension, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des terrains ou des bâtisses, ériger sur ces terrains tel que susdit ou sur aucun d'eux un ou des hôtels, cottages et toutes autres bâtisses et établissements nécessaires, et utiliser, convertir, adapter et entretenir tous ou aucun de ces terrains, bâtisses et endroits dans le but de tenir des hôtels et auberges, avec leurs dépendances usuelles et nécessaires, sous le nom de "The Mountain Castle Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16462 L. DÉSILETS.

manufacturers, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, refreshment room, inn and lodging-house keepers, to purchase, take on lease or otherwise acquire lands or buildings, to erect on such lands as aforesaid, or any of them, a hotel or hotels, cottages and any other necessary buildings and works, and to use, convert, adapt and maintain all or any of such lands, buildings and premises, to and for the purposes of hotels and inns, with their usual and necessary adjuncts, under the name of "The Mountain Castle Inc.", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16462-o Deputy Attorney General.

Lettre patente supplémentaire

"Chicoutimi Supplies, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seizième jour d'octobre 1946, à la compagnie "Bergeron Automobile, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 novembre 1943, ratifiant un règlement: 1° changeant le nom de la compagnie en celui de "Chicoutimi Supplies, Inc."; 2° changeant son siège social de Kénogami à Chicoutimi, cette partie du règlement se lisant ainsi: "2 — Son bureau principal sera à l'avenir situé en la cité de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, au lieu de Kénogami, même district."

Daté du bureau du Procureur général, le 16ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16463-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letter Patent

"Chicoutimi Supplies, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Bergeron Automobile, Limitée", incorporated by letters patent dated November 19, 1943, ratifying a by-law: 1. changing the name of the company to that of "Chicoutimi Supplies, Inc."; 2. changing its head office from Kénogami to Chicoutimi, said part of by-law to read as follows: "2.— Its head office shall, for the future, be situate in the city of Chicoutimi, district of Chicoutimi, instead of Kénogami, same district."

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16463 Deputy Attorney General.

Avis divers

TIRAGE AU SORT DES OBLIGATIONS DE LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE DESCHÊNES, COMTÉ DE GATINEAU

AVIS AUX CRÉANCIERS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement n° 119 de la Municipalité du Village de Deschênes ont été tirées au sort au Bureau de la Commission Municipale de Québec, le 12 octobre 1946, conformément audit règlement: série B, Nos 2, 5, 8, 26, 29, 37, 40, 45, 48, 45.

Les dites obligations seront remboursables au Bureau de la Banque Provinciale du Canada, Succursale de la rue Principale, Hull, Québec, le 1er décembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Donné à Deschênes, ce 30ième jour d'octobre 1946.

La Municipalité du Village
de Deschênes,
Par le Secrétaire-trésorier,
16466-o RENÉ L. MÉNARD, Notaire.

Miscellaneous Notices

DRAWING OF BONDS OF THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF DESCHÊNES, COUNTY OF GATINEAU

NOTICE TO CREDITORS

The following bonds, issued under the provision of By-law no. 119 of the Municipality of the Village of Deschênes, were drawn by lot at the office of the Quebec Municipal Commission, on October 12, 1946, in compliance with the said by-law: serial B, nos 2, 5, 8, 26, 29, 37, 40, 45, 48, 55.

The said bonds will be redeemable at the office of the Provincial Bank of Canada, Main Street Branch, Hull, Quebec, on the 1st of December 1946, date upon which they shall cease to bear interest.

Given at Deschênes, this 30th day of October 1946.

The Municipality of the Village
of Deschênes,
by: RENÉ L. MÉNARD, Notary,
16466-o Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U.C.C. de Témiscamingue", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 octobre 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Guigues, comté de Témiscamingue.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16467-o JEAN BRUCHESI.

AVIS D'ASSEMBLÉE

VILLE MONTRÉAL-NORD

Désirant se prévaloir des dispositions de la "Loi des conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers" (Statuts Refondus de Québec, 1941, chapitre 208), la ville Montréal-Nord convoque par les présentes, à une assemblée qui sera tenue le 27 novembre 1946, à onze heures de l'avant-midi au bureau de la Commission Métropolitaine de Montréal, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal, a) Les détenteurs d'obligations ou débetures en circulation suivantes, savoir: obligations ou débetures émises par la Ville Montréal-Nord, portant intérêt à 6%, datées le premier décembre 1914, échéant le premier décembre 1954; obligations ou débetures émises par ladite ville, portant intérêt à 6%, datées le premier mai 1915, échéant le premier mai 1955; obligations ou débetures émises par ladite ville, portant intérêt à 6%, datées le premier mai 1916, échéant le premier mai 1956; obligations ou débetures émises par ladite ville, portant intérêt à 6%, datées le premier mai 1917, échéant le premier mai 1957; obligations ou débetures émises par la corporation de la paroisse du Sault-au-Récollet, maintenant la ville Montréal-Nord, portant intérêt à 5%, datées le premier août 1912, échéant le premier août 1962; et b) les détenteurs de billets en série émis par ladite ville à la Commission Métropolitaine de Montréal, datés le premier novembre 1943, échéant de 1946 à 1976 inclusivement, à laquelle assemblée ladite ville soumettra à l'approbation desdits détenteurs le règlement N° 207 adopté par le conseil de ladite ville le 18 octobre 1946, lequel contient un projet de convention en conformité de ladite loi, entre elle et lesdits détenteurs.

Le détenteur qui désire être présent à ladite assemblée devra déposer ses titres entre les mains du secrétaire de l'assemblée ou un certificat de dépôt de tels titres signé par une banque ou une compagnie de fiducie.

Si la convention proposée et contenue audit règlement est approuvée ou ratifiée par les deux tiers en valeur desdits détenteurs et par la Commission Municipale de Québec, cette convention liera tous lesdits détenteurs.

Tout tel détenteur intéressé pourra se procurer tout renseignement additionnel et prendre connaissance dudit règlement N° 207 au bureau de la Commission Métropolitaine de Montréal, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal.

Montréal, 30 octobre 1946,

Le Secrétaire-trésorier de la
Ville Montréal-Nord,
16469-o A.-E. CHEVRIER.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "La Fédération de l'U.C.C. de Témiscamingue", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on October 18, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Gigués, county of Témiscamingue.

16467 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE OF MEETING

TOWN OF MONTREAL-NORTH

Wishing to avail itself of the provisions of the law "Municipal or school corporations creditors agreement Act", (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 208), the Town of Montreal-North hereby calls a meeting which will be held on the 27th November 1946, at eleven o'clock in the forenoon, at the office of The Montreal Metropolitan Commission, 10, St. James Street West, Montreal, of: a) the holders of the following outstanding bonds or debentures to wit: obligations or debentures issued by the Town of Montreal-North, bearing interest at 6%, dated December first 1914, maturing December first 1954; obligations or debentures issued by the said Town, bearing interest at 6%, dated May first 1915, maturing May first 1955; obligations or debentures issued by the said Town, bearing interest at 6%, dated May first 1916, maturing May first 1956; obligations or debentures issued by the said Town, bearing interest at 6%, dated May first 1917, maturing May first 1957; obligations or debentures issued by the Corporation de la paroisse du Sault-au-Récollet (the Corporation of the parish of the Sault-au-Récollet), now the Town of Montreal-North, bearing interest at 5%, dated August first 1912, maturing August first 1962; and b) the holders of serial notes issued by the said Town to The Montreal Metropolitan Commission, dated November first 1943, maturing from 1946 to 1976 inclusively, at which meeting the said Town will submit to the approval of the said holders By-Law No. 207 adopted by the Council of the said Town on October 18th 1946, which by-law contains a proposed agreement in conformity with the said Act, between itself and the said holders.

A holder who wishes to be present at the said meeting must deposit his securities into the hands of the secretary of the meeting or a certificate of deposit of such securities duly signed by a bank or a trust company.

If the proposed agreement contained in said by-law is approved or ratified by two thirds in value of such holders and approved by the Quebec Municipal Commission, that agreement shall be binding upon all the said holders.

Any said holder interested may obtain any additional information and take cognizance of the said By-Law No. 207 at the office of The Montreal Metropolitan Commission, 10, St. James Street West, Montreal.

Montreal, October 30, 1946.

A.-E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer of the
Town of Montreal-North.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Catholique des Employés de la Machinerie de Pont-Rouge Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 octobre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Pont-Rouge, comté de Portneuf.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

16468-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Catholique des Employés de la Machinerie de Pont-Rouge Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on October 18, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Pont-Rouge, county of Portneuf.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

16468

AVIS D'ASSEMBLÉE

VILLE SAINT-MICHEL

Désirant se prévaloir des dispositions de la "Loi des conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers" (Statuts Refondus de Québec, 1941, chapitre 208), la ville Saint-Michel convoque par les présentes, à une assemblée qui sera tenue le 27 novembre 1946, à midi, au bureau de la Commission Métropolitaine de Montréal, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal, a) les détenteurs d'obligations ou de débiteures en circulation suivantes: savoir: obligations ou débiteures émises par la corporation du Village de Saint-Michel de Laval, maintenant la ville Saint-Michel, portant intérêt à 6%, datées le premier mai 1914, échéant le premier mai 1954; obligations ou débiteures émises par ladite ville, portant intérêt à 6%, datées le premier mai 1915, échéant le premier mai 1955; obligations ou débiteures émises par ladite ville, portant intérêt à 6%, datées le premier mai 1916, échéant le premier mai 1956; obligations ou débiteures émises par la ville Saint-Michel, portant intérêt à 6%, datées le premier décembre 1914, échéant le premier décembre 1954; et b) les détenteurs de billets en série émis par ladite ville à la Commission Métropolitaine de Montréal, datés le premier novembre 1943, échéant de 1946 à 1974 inclusivement, à laquelle assemblée ladite ville soumettra à l'approbation desdits détenteurs le règlement N° 114, adopté par le conseil de ladite ville le 21 octobre 1946, lequel contient un projet de convention en conformité de ladite loi, entre elle et lesdits détenteurs.

Le détenteur qui désire être présent à ladite assemblée devra déposer ses titres entre les mains du secrétaire de l'assemblée ou un certificat de dépôt de tels titres signé par une banque ou une compagnie de fiducie.

Si la convention proposée et contenue audit règlement est approuvée ou ratifiée par les deux tiers en valeur desdits détenteurs et par la Commission Municipale de Québec, cette convention liera tous lesdits détenteurs.

Tout tel détenteur intéressé pourra se procurer tout renseignement additionnel et prendre connaissance dudit règlement N° 114 au bureau de la Commission Métropolitaine de Montréal, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal.

Montréal, 30 octobre 1946.

Le Secrétaire-trésorier de la
Ville Saint-Michel,
A.-E. CHEVRIER.

16471-o

NOTICE OF MEETING

TOWN OF SAINT-MICHEL

Wishing to avail itself of the provisions of the law "Municipal or school corporations creditors agreement Act", (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 208), the Town of Saint-Michel hereby calls a meeting which will be held on the 27th November 1946, at twelve o'clock, at the office of The Montreal Metropolitan Commission, 10 St-James Street West, Montreal, of: a) the holders of the following outstanding bonds or debentures, to wit: obligations or debentures issued by la Corporation du village de Saint-Michel de Laval (the Corporation of the Village of Saint-Michel de Laval), now the Town of Saint-Michel, bearing interest at 6%, dated May first 1914, maturing May first 1954; obligations or debentures issued by the said Town, bearing interest at 6%, dated May first 1915, maturing May first 1955; obligations or debentures issued by the said Town, bearing interest at 6%, dated May first 1916, maturing May first 1956; obligations or debentures issued by the Town of Saint-Michel, bearing interest at 6%, dated December first 1914, maturing December first 1954; and b) the holders of serial notes issued by the said Town to The Montreal Metropolitan Commission, dated November first 1943, maturing from 1946 to 1974 inclusively, at which meeting the said Town will submit to the approval of the said holders By-Law No. 114 adopted by the Council of the said Town on October 21st 1946, which by-law contains a proposed agreement in conformity with the said Act, between itself and the said holders.

A holder who wishes to be present at the said meeting must deposit his securities into the hands of the secretary of the meeting or a certificate of deposit of such securities duly signed by a bank or a trust company.

If the proposed agreement contained in said by-law is approved or ratified by two-thirds in value of such holders and approved by the Quebec Municipal Commission, that agreement shall be binding upon all the said holders.

Any said holder interested may obtain any additional information and take cognizance of the said By-Law No. 114 at the office of the Montreal Metropolitan Commission, 10, St. James Street West, Montreal.

Montreal, October 30th 1946.

A.-E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer of the
Town of Saint-Michel.

16471-o

AVIS D'ASSEMBLÉE

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES

Désirant se prévaloir des dispositions de la "Loi des conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers" (Statuts Refondus de Québec, 1941, chapitre 208), la Ville de la Pointe-aux-Trembles convoque par les présentes, à une assemblée qui sera tenue le 27 novembre 1946, à dix heures de l'avant-midi, au bureau de la Commission Métropolitaine de Montréal, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal, a) les détenteurs d'obligations ou débentures en circulation émises par la Ville de la Pointe-aux-Trembles, savoir: obligations ou débentures portant intérêt à 5%, datées le premier mai 1913, échéant le premier mai 1953; obligations ou débentures portant intérêt à 6%, datées le premier novembre 1913, échéant le premier novembre 1953; et b) les détenteurs de billets en série émis par ladite ville à la Commission Métropolitaine de Montréal, datés le premier novembre 1943, échéant de 1946 à 1980 inclusivement, à laquelle assemblée ladite ville soumettra à l'approbation desdits détenteurs le règlement N° 218 adopté par le conseil de ladite ville le 2 novembre 1946, lequel contient un projet de convention en conformité de ladite loi, entre elle et lesdits détenteurs.

Le détenteur qui désire être présent à ladite assemblée devra déposer ses titres entre les mains du secrétaire de l'assemblée ou un certificat de dépôt de tels titres signé par une banque ou une compagnie de fiducie.

Si la convention proposée et contenue audit règlement est approuvée ou ratifiée par les deux tiers en valeur desdits détenteurs et par la Commission Municipale de Québec, cette convention liera tous lesdits détenteurs.

Tout tel détenteur intéressé pourra se procurer tout renseignement additionnel et prendre connaissance dudit règlement N° 218 au bureau de la Commission Métropolitaine de Montréal, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal.

Montréal, 30 octobre 1946.

Le Secrétaire-trésorier de la
Ville de la Pointe-aux-Trembles,
PAUL TRUDEAU.

16470-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Combat", en date du 10 octobre 1946, dont le siège social est situé à Montréal, district de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 28 octobre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

16472-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail de Clericy", en date du 28 août 1945, dont le siège social est situé à Clericy, comté de Rouyn-Noranda, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 2 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

16485-o

NOTICE OF MEETING

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES

Wishing to avail itself of the provisions of the law "Municipal or school corporations creditors agreement Act", (Revised Statutes of Québec, 1941, Chapter 208), the Town of Pointe-aux-Trembles hereby calls a meeting which will be held on the 27th November 1946, at ten o'clock in the forenoon, at the office of The Montreal Metropolitan Commission, 40 St-James Street West, Montreal, of: a) the holders of outstanding bonds or debentures issued by the Town of Pointe-aux-Trembles, to wit: obligations or debentures bearing interest at 5%, dated May first 1913, maturing May first 1953; obligations or debentures bearing interest at 6%, dated November first 1913, maturing November first 1953; and b) the holders of serial notes issued by the said Town to The Montreal Metropolitan Commission, dated November first 1943, maturing from 1946 to 1980 inclusively, at which meeting the said Town will submit to the approval of the said holders By-law No. 218 adopted by the Council of the said Town on November 2nd 1946, which by-law contains a proposed agreement in conformity with the said Act, between itself and the said holders.

A holder who wishes to be present at the said meeting must deposit his securities into the hands of the secretary of the meeting or a certificate of deposit of such securities duly signed by a bank or a trust company.

If the proposed agreement contained in said By-law is approved or ratified by two-thirds in value of such holders and approved by the Quebec Municipal Commission, that agreement shall be binding upon all the said holders.

Any said holder interested may obtain any additional information and take cognizance of the said By-law No. 218 at the office of The Montreal Metropolitan Commission, 10 St. James Street West, Montreal.

Montreal, October 30th 1946.

PAUL TRUDEAU,
Secretary-Treasurer of the
Town of Pointe-aux-Trembles.

16470-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Combat", under date the tenth day of October, 1946, whereof the head office is at Montreal, district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-eighth day of October, 1946

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

16472

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de Clericy", under date the twenty-eighth day of August, 1945, whereof the head office is at Clericy, county Rouyn-Noranda, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this second day of November, 1946.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

16485

"J.-H. DUCHESNE LIMITÉE"

Règlement N° XXI

"Que le siège social de la Compagnie soit à l'avenir situé à Bagotville, dans la province de Québec, au lieu de Chicoutimi, dans ladite province de Québec."

Je, Joseph Tremblay, secrétaire-trésorier de la compagnie J.-H. Duchesne Limitée, certifie par les présentes, que la copie ci-dessus est une copie conforme du Règlement N° XXI de ladite compagnie, décrété à un assemblée des directeurs tenue le 16 septembre 1946, et approuvé par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée tenue le 16 septembre 1946.

Bagotville, 8 octobre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
JOS. TREMBLAY,

16484-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 4 novembre 1946, approuvé les amendements apportés aux règlements de "L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec", tels qu'adoptés à l'assemblée annuelle tenue les 24, 25 et 26 septembre 1946, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 5 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16492-o

Loi du Régime des eaux courantes,
Chapitre 98, S.R.Q., 1941.

AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT
DE PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du Régime des eaux courantes que la "Pembroke Electric Light Company, Limited", de la ville de Pembroke, dans la province d'Ontario, et ayant une place d'affaires dans le canton de Waltham, comté de Pontiac, province de Québec, se propose de faire faire des travaux consistant dans un barrage et autres travaux accessoires pour l'emmagasinement, en toutes saisons, des eaux du lac Lamb (Little Moose Lake) dans le district de Pontiac, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et assurer aux usines de ladite Compagnie dans le canton de Waltham la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

Hull, le 12 octobre 1946.

PEMBROKE ELECTRIC LIGHT
COMPANY, LTD.,
Par: Le Président,
J.-G. FORGIE.
Le Secrétaire,
CYRIL-J. WEBB.

16493-o

"J.-H. DUCHESNE LIMITÉE"

By-Law No. XXI

"That the head office of the company be, for the future, at Bagotville, in the Province of Quebec, instead of at Chicoutimi, in said Province of Quebec."

I, Joseph Tremblay, secretary-treasurer of the company "J.-H. Duchesne Limitée", hereby certify, that the above copy is a true copy of By-law No. XXI of the said company, enacted at a meeting of the directors held the 16th September, 1946, and approved by all the shareholders of the company at a meeting held the 16th September, 1946.

Bagotville, October 8, 1946.

JOS. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

16484

Notice is hereby given, that, upon the recommendation of the Assistant Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on November 4, 1946, approved the amendments made to the by-laws of "L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec", as adopted at the annual meeting held the 24th, 25th and 26th of September, 1946, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10, Georges VI, chapter 20, section 5.

Dated at the office of the Provincial Secretary, November 5, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

16492

Water-Courses' Act
Chapter 98, R.S.Q. 1941.

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT
OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Public Notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Courses' Act that the "Pembroke Electric Light Company, Limited", of the Town of Pembroke, Province of Ontario, and having a place of business in the Township of Waltham, district of Pontiac, intends to build a dam and execute other accessory works for the storing, at all seasons, of the waters of Lamb Lake (Little Moose Lake), in the district of Pontiac, with the object of conserving said waters so as to regulate their flow and thus ensure a uniform supply and assure to the Company's plant in the Township of Waltham a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a Petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the site and the nature of the works or of the improvements, and the land which is affected by such works, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Pontiac at Campbell's Bay.

The application contained in the Petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor-in-Council on or after the tenth day following the date of the publication of this Notice in the Quebec Official Gazette.

Hull, October, 12th, 1946.

PEMBROKE ELECTRIC LIGHT
COMPANY, LTD.,
Per: J.-G. FORGIE,
President.
CYRIL-J. WEBB,
Secretary.

16493-o

Commission du Salaire Minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance d'amendement dont le texte suit, modifiant l'ordonnance numéro 4, 1942, de la Commission du Salaire minimum, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3862, du 25 septembre 1946.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942

Ordonnance d'amendement

La Commission du salaire minimum en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit, savoir:

1. *Ordonnance N° 4, 1942, modifiée:* L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission, étant une ordonnance générale, adoptée le 17 février 1942 et modifiée le 21 mars 1942, approuvée telle que modifiée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942, par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 11 avril 1942 et postérieurement modifiée et renouvelée, est de nouveau modifiée comme suit:

A) L'article 1 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 21 mars 1942, est de nouveau modifié en abrogeant le second paragraphe.

B) L'article 2 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942 et du 29 juillet 1946, est de nouveau modifié en remplaçant le premier paragraphe par le suivant:

"2 *Application:* La présente ordonnance N° 4, 1942, s'applique aux employeurs et salariés visés par la Loi du salaire minimum, sauf qu'elle ne s'applique pas:"

C) Le dit article 2 est aussi modifié en remplaçant le paragraphe *g* abrogé par ordonnance d'amendement du 29 juillet 1946, par le suivant:

"g) au conjoint de l'employeur:"

D) Le dit article 2 est aussi modifié en y ajoutant les paragraphes suivants:

"l) à l'associé d'une des sociétés (autres qu'une compagnie à actions) mentionnées au titre XI du Code civil (a. 1857 et s.) qui travaille pour la société dont il est membre;

m) sauf pour leurs heures vérifiables passées à l'établissement de leur employeur, aux vendeurs, agents ou salariés qui, payés en tout ou en partie par commission ou par de profits ou boni et libres de travailler à leur gré, travaillent en dehors de l'établissement de l'employeur et sans que ce dernier ne puisse exercer de contrôle sur leur temps de travail."

E) L'article 3 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 21 mars 1942 et du 16 juillet 1946, est de nouveau modifié en retranchant le dernier paragraphe relatif à la population.

F) L'article suivant est ajouté après l'article 3 de la dite ordonnance:

"3a *Population:* Le terme "population" désigne:

a) lorsqu'il s'agit d'une municipalité, le chiffre de la population de telle corporation municipi-

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of amendment which modifies Ordinance number 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order in Council number 3862, of September 25, 1946.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942

Ordinance of amendment

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following, to wit:

1. *Ordinance No. 4, 1942, amended:* Ordinance No. 4, 1942, of the Commission, being a general ordinance, passed on the 17th of February 1942 and amended on the 21st of March 1942, approved as amended by the Lieutenant-Governor in Council on the 2nd of April 1942, by Order in Council number 805, published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th of April 1942 and subsequently amended and renewed, is again amended as follows:

A) Section 1 of the said Ordinance previously amended by an ordinance of amendment of the 21st of March 1942, is again amended by repealing the second subsection thereof.

B) Section 2 of the said Ordinance, previously amended by ordinances of amendment of the 12th of December 1942 and 29th of July 1946, is again amended by replacing the first subsection thereof by the following:

"1. *Application:* The present Ordinance No. 4, 1942, applies to employers and employees contemplated by the Minimum Wage Act; however it does not apply to:"

C) The said section 2 is also amended by replacing subsection *g* thereof, repealed by an ordinance of amendment of the 29th of July 1946, by the following:

"g) the employer's consort;"

D) The said section 2 is also amended by adding the following subsections thereto:

"l) the partner of one of the partnerships (joint-stock companies excepted) mentioned in title XI of the Civil Code (s. 1857 et seq.), who works for the partnership of which he is a partner;

m) (except for their verifiable hours of work spent in their employer's establishment) salesmen, agents or other employees, paid in whole or in part by commission, share in profits or by bonus and free to work as they choose, who work outside their employer's establishment, their hours of work being then unverifiable."

E) Section 3 of the said Ordinance, amended by ordinances of amendment of the 21st of March 1942 and 16th of July 1946, is again amended by striking out the last subsection thereof regarding population.

F) The following section is added after section 3 of the said Ordinance:

"3a *Population:* The word "population" means:

a) in the case of a municipality, the population of such municipal corporation as shown in the

pale indiqué dans le volume des statistiques municipales publié par le ministère des affaires municipales de la province de Québec, et, pour chaque année de calendrier, dans l'édition de ces statistiques qui, au premier janvier de telle année, est la dernière alors publiée,

b) lorsqu'il s'agit d'une corporation scolaire, le nombre total de personnes soumises à la juridiction de telle corporation scolaire;

c) lorsqu'il s'agit d'une paroisse religieuse catholique romaine, le chiffre de la population de telle paroisse indiqué dans "Le Canada ecclésiastique" et, pour chaque année de calendrier, dans l'édition de ce volume qui, au premier janvier de telle année, est la dernière alors publiée;

d) lorsqu'il s'agit d'une congrégation ou d'une paroisse religieuse, autre qu'une paroisse catholique romaine, le chiffre représentant le total de ses membres ou paroissiens."

G) L'article 4 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942, est modifié en en abrogeant le dernier paragraphe.

H) L'article 6 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942 et du 29 juillet 1946, est modifié en y remplaçant au paragraphe b, le mot: "téléphone" par les mots: "transmission de messages téléphoniques".

I) L'article 7 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"7 *Categories*: Les salariés sont répartis en six (6) catégories, comme suit:

Catégorie I: Salariés des établissements industriels et commerciaux;

Catégorie II: Salariés de bureau;

Catégorie III: Certains salariés des services de transport, livraison, messagerie et de garage;

Catégorie IV: Domestiques d'hôtelleries;

Catégorie V: Gardiens d'immeubles et concierges;

Catégorie VI: Salariés d'emplois particuliers (corporations publiques, industries saisonnières, clubs de sport, entreprises de transmission de messages téléphoniques, étudiants, cirqueurs de chaussures, planteurs de quilles, construction d'immeubles, femmes de peine, débardeurs, guides, placiers, mécaniciens de machines fixes, sous-stations électriques, industrie de la pêche, navigation, cas non prévus.)"

J) L'article 7a de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942, est remplacé par les suivants:

"7a *Conflict entre catégories*: Lorsque, pendant la même période de travail, un salarié est occupé partie du temps à un travail régi par une catégorie de l'ordonnance et partie à un travail d'une autre catégorie, la détermination de son taux de salaire, de sa semaine normale de travail et de sa rémunération pour surtemps, se fait suivant les règles suivantes:

a) *Détermination du taux de salaires*: Tel salarié a alors droit au salaire fixé respectivement par l'une et l'autre catégories suivant le nombre d'heures qu'il a travaillé. Si ce nombre d'heures n'est pas établi, son salaire est généralement celui qui est fixé dans la catégorie du taux le plus élevé; toutefois, exceptionnellement dans le cas où le travail habituel et de beaucoup le plus prolongé se fait dans la catégorie du taux le moins élevé, il n'a droit qu'au taux de cette catégorie.

b) *Détermination de la semaine normale de travail*: Tel salarié a comme semaine normale de

book of municipal statistics published by the Department of Municipal Affairs of the Province of Quebec, and, for each calendar year, that which is shown in the issue of such book of statistics which, as at the first of January of any given year, shall be the latest edition;

b) in the case of a school corporation, the total number of persons under the jurisdiction of such school corporation;

c) in the case of a roman catholic religious parish, the population of such parish as shown in "Le Canada Ecclésiastique", and, for each calendar year, that which is shown in the issue of such book of statistics which, as at the first of January of any given year, shall be the latest edition;

d) in the case of congregation or of a religious parish other than a roman catholic parish, the figure representing the total number of its members or parishioners."

G) Section 4 of the said Ordinance, amended by an ordinance of amendment of the 12th of December 1942, is amended by repealing the last subsection thereof.

H) Section 6 of the said Ordinance, amended by ordinances of amendment of the 12th of December 1942 and 29th of July 1946, is amended by replacing therein, in subsection "b", the words "and telephone undertakings" by the words: "undertakings, services for the transmission of telephonic messages,".

I) Section 7 of the said Ordinance is replaced by the following:

"7. *Categories*: Employees are classed into six (6) categories, as follows:

Category I: Employees of industrial and commercial establishments;

Category II: Office employees;

Category III: Certain employees occupied at transportation or delivery, messengers and garage employees;

Category IV: Hotel servants;

Category V: Watchmen and janitors;

Category VI: Employees occupied at special work (Public Corporations, seasonal industries, sporting clubs, services for the transmission of telephonic messages, students, bootblacks, pin boys, building construction, charwomen, longshoremen, guides, ushers, stationary enginemen, electric sub-stations, fishing industry, navigation, occupations not otherwise provided for)."

J) Section 7a of the said Ordinance, amended by an ordinance of amendment of the 12th of December 1942, is replaced by the following:

"7a *Conflict of categories*: When an employee, during the same period of work, is occupied part of the time at work governed by one category of the Ordinance and part of the time at work of another category, the fixing of his wage rate, of his regular work-week and of his remuneration for overtime, shall be done according to the following rules:

a) *Determination of the wage rate*: Such employee is then entitled to the wage fixed by the one category and the other, respectively, according to the number of hours worked. If such number of hours is not established, his wage is generally the one fixed for the category of the higher rate; however, exceptionally, if the work of said employee is done usually and by far for a greater part of his time in the category of the lower rate, he is only entitled to the rate of said category;

b) *Determination of the regular workweek*: Such employee's regular workweek is the one fixed

travail, celle fixée pour le travail auquel il a été le plus longtemps occupé pendant telle période de travail, s'il est possible de l'établir, et, au cas d'impossibilité, celle fixée pour son travail habituel.

c) *Détermination de la rémunération pour surtemps*: Quand tel salarié, par application du paragraphe a, a droit pendant la même période de travail, à différents taux de salaire, il a droit pour son surtemps, en plus du taux de salaire fixé pour le travail auquel il est occupé pendant son surtemps, à la moitié du taux établi pour le travail auquel il a été le plus longtemps occupé pendant telle période de travail, s'il est possible de l'établir, et, au cas d'impossibilité, à la moitié du taux fixé pour son travail habituel."

"7b *Conflit d'occupations dans la même catégorie*: Quand un salarié dans la même catégorie est employé pendant la même période de travail à des travaux de taux différents, les règles de l'article 7a s'appliquent."

"7c *Conflit d'ordonnances*: Quand un salarié dans la même période de travail est occupé partie du temps à du travail régi par une ordonnance et partie du temps à du travail régi par une autre ordonnance, sauf dispositions au contraire, les règles de l'article 7a s'appliquent."

"7d *Salariés visés par l'ordonnance N° 2 révisée*: Les règles de l'article 7a s'appliquent également aux salariés visés par l'ordonnance N° 2, révisée, (paiement du surtemps) ou par toute autre ordonnance pouvant remplacer cette dernière, lorsque pendant la même période de travail tels salariés travaillant à différents taux conventionnels de salaire, la majoration de salaire s'appliquant alors sur tels taux conventionnellement établis."

K) L'article suivant est ajouté après l'article 11 de la dite ordonnance:

"11a *Salariés membres de la famille de l'employeur*: Les ascendants et descendants de l'employeur et ceux de son conjoint, quoique exclus des classes et pourcentages, ont droit aux taux fixés pour la classe A, s'ils sont occupés à des travaux les faisant entrer dans la catégorie I."

L) L'article 12 de la dite ordonnance, modifié par ordonnances du 16 juillet 1946 et du 29 juillet 1946, est de nouveau modifié en en abrogeant dans le titre, les mots: "Définition à l'article 55".

M) Ledit article 12 de la dite ordonnance est modifié en y remplaçant au paragraphe a, les mots: "les entreprises de téléphone" par les mots: "les entreprises de transmission de messages téléphoniques".

N) Le dit article 12 de la dite ordonnance est aussi modifié en y ajoutant à la fin du paragraphe a, les mots: "les exploitations minières, cependant les salariés y travaillant en surface ont une semaine normale de 54 heures et ceux y travaillant à des travaux continus, une semaine normale de 56 heures".

O) Le dit article 12 de la dite ordonnance est modifié en en remplaçant au paragraphe c, les mots: "les établissements fabriquant des tissus étroits" par les mots: "les filatures, les tricoteriers, les établissements où se fabriquent des effets tissés ou des tissus; les établissements fabriquant dans les zones III et IV, des accessoires d'appareils électriques".

P) Le dit article 12 de la dite ordonnance est de nouveau modifié en remplaçant au paragraphe d, les mots: "les hôtels et les restaurants" par les mots suivants: "les hôtels situés dans les municipalités des zones I, II et III, les restaurants".

Q) Ledit article 12 de la dite ordonnance est modifié en en remplaçant au paragraphe d, les mots: "les établissements de cardage de laine où l'on n'en fait pas le filage, mais seulement durant

for the work at which he was occupied the most during the said period of work, if it is possible to establish at which category of work he spent the most time, if not, it is the workweek fixed for his usual work.

c) *Determination of the remuneration for over-time*: When, because of the application of subsection "a", such employee is entitled to different wage rates during the same period of work, he is entitled for his overtime, over and above the wage rate fixed for the work at which he is occupied during his overtime, to half the rate fixed for the work at which he was occupied the most during the said period of work, if it is possible to establish at which work he spent the most time, if not, to half the rate fixed for his usual work."

"7b. *Conflict of occupations in the same category*: When, during the same period of work, an employee is occupied in the same category at work of different rates, the rules of section 7a must be applied."

"7c *Conflict of ordinances*: When, during the same period of work, an employee is occupied part of the time at work governed by one ordinance and part of the time at work governed by another ordinance, the rules of section 7a must be applied, unless otherwise provided for."

"7d *Employees governed by Ordinance No. 2 revised*: The rules of section 7a also apply to the employees contemplated by Ordinance No. 2 revised (Payment of overtime) or by any other ordinance replacing the latter, when, during the same period of work, said employees are occupied at work of different conventional wage rates, the increase in wages being then applied on such conventionally established rates."

K) The following section is added after section 11 of the said Ordinance:

"11a *Employees who are members of the employer's family*: The employer's ascendants and descendants and those of the employer's consort, though excluded from the classes and percentages, are entitled to the rates fixed for class A, if they are occupied at work classifying them in category I."

L) Section 12 of the said Ordinance, amended by ordinances of the 16th and 29th of July 1946, is again amended by striking out in the title, the words: "Definition, Section 55."

M) The said section 12 of the said Ordinance is amended by replacing in subsection a thereof, the word: "telephone" by the words: "services for the transmission of telephonic messages."

N) The said section 12 of the said Ordinance is also amended by adding thereto, at the end of subsection "a", the words: "mining operations, however the regular workweek of employees working at the surface consists of 54 hours and that of employees working at continuous work consists of 56 hours."

O) The said section 12 of the said Ordinance is amended by replacing in subsection "c" thereof, the words: "narrow fabric manufactures" by the words: "spinning mills, knitting establishments, establishments manufacturing fabrics or textile fabrics, establishments manufacturing electric appliances in zones III and IV."

P) The said section 12 of the said Ordinance is again amended by replacing in subsection "d" thereof, the words: "hotels and restaurants" by the words: "hotels situated in the municipalities of zones I, II and III; restaurants."

Q) The said section 12 of the said Ordinance is amended by replacing in subsection "d" thereof, the words: "wool carding establishments where no spinning is done, but only during the

les mois de mai, juin, juillet et août de chaque année" par les mots: "les établissements de cardage et de filage de la laine."

R) Le dit article 12 de la dite ordonnance est de nouveau modifié en ajoutant à la dernière phrase du dit article, après le mot: "garde" les mots: "et à l'entretien".

S) L'article suivant est ajouté après l'article 12 de la dite ordonnance:

"12a Hommes d'entretien et de service: La semaine normale de travail des hommes d'entretien et de service travaillant dans des établissements industriels ou commerciaux, est, sauf dispositions, contraires, celle établie pour l'établissement où ils travaillent, augmentée de six heures; leur semaine normale est fixée à soixante (60) heures dans les cas où l'application du présent article donnerait un chiffre supérieur à soixante (60)."

T) La version française du titre de la catégorie II, précédant l'article 13 de la dite ordonnance, est modifiée en y remplaçant le mot: "Employés" par le mot: "Salariés".

U) L'article 13 de la dite ordonnance est modifié en y remplaçant au premier paragraphe, le mot: "visés" par les mots: "entrant dans le groupe (B) prévu".

V) La version française de l'article 13 de la dite ordonnance est modifiée en remplaçant à la première ligne du second paragraphe et au sous-paragraphe (b) de ce paragraphe, le mot: "employés" par le mot: "salariés".

W) Le dit article 13 de la dite ordonnance est de nouveau modifié en ajoutant à la fin du dit article, le sous-paragraphe suivant:

"f) dans les bureaux de poste, les salariés occupés à la vente de timbres et de bons, et ceux occupés à la classification du courrier."

X) La version française de l'article 14 de la dite ordonnance, remplacé par ordonnance d'amendement du 30 juillet 1946, est modifiée en y remplaçant au dernier paragraphe, le mot: "employé" par le mot: "salarié".

Y) L'article 16 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"16 Semaine normale des salariés de bureau: La semaine normale des salariés de bureau est celle établie par l'article 12 pour l'établissement où ils sont employés, et si cet article ne le précise pas, celle de 48 heures."

Z) L'article 18 de la dite ordonnance est modifié en remplaçant les mots: "de moins de 3,000 âmes" par les mots: "de la zone IV".

AA) L'article 20 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 30 juillet 1946, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier paragraphe par le suivant:

"Semaine normale: celle fixée pour l'établissement où ils sont employés."

BB) La version française de l'article 21 de la dite ordonnance est modifiée en y remplaçant les mots: "employés de la catégorie I" par les mots: "salariés de la catégorie I".

CC) La version française du sous-titre précédant immédiatement l'article 22 de la dite ordonnance, est remplacée par le suivant:

"3) Salariés de garage".

DD) La version française de l'article 23 de la dite ordonnance est modifiée en y remplaçant le mot: "employés" par le mot: "salariés".

EE) L'article 24 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"24 Définition: Les serviteurs employés à un service domestique dans les hôtels et les restaurants (tels que définis par la Loi des licences, S.R.Q., 1941, c. 76), les salles de rafraîchissements "terrasses", cercles, auberges, cafés, clubs ou

months of May, June, July and August of each year" by the words: "wool carding and spinning establishments."

R) The said section 12 of the said Ordinance is again amended by inserting, in the last sentence of the said section, after the words: "taking care of" the words: "and tending the".

S) The following section is added after section 12 of the said Ordinance:

"12a Maintenance men and service men: The regular work-week of maintenance men and service men working in industrial or commercial establishments is, except when otherwise provided for, the one fixed for the establishment in which they work, plus 6 hours; their regular workweek is fixed, at sixty (60) hours whenever the application of the present section would give a figure higher than sixty (60)."

T) The French version of the title of category II preceding section 13 of the said Ordinance, is amended, by replacing therein the word: "Employés" by the word: "Salariés".

U) Section 13 of the said Ordinance is amended by replacing, in the first subsection thereof, word: "contemplated" by the words: "included in the group B provided for".

V) The French version of section 13 of the said Ordinance is amended by replacing, in the first line of the second subsection thereof and also in paragraph "b" of the said subsection, the word: "employés" by the word: "salariés".

W) The said section 13 of the said Ordinance is again amended by adding, at the end of the said section, the following paragraph:

"f) in post office, employees selling stamps and money orders and those occupied at classifying the mail."

X) The French version of section 14 of the said Ordinance, replaced by an ordinance of amendment of the 30th of July 1946, is amended by replacing, in the last subsection thereof, the word: "employé" by the word: "salarié".

Y) Section 16 of the said Ordinance is replaced by the following:

"16 Office employees' regular workweek: The regular workweek of office employees is the one fixed by section 12 for the establishment in which they are employed, and if that section does not fix any, the forty-eight (48) hour week applies."

Z) Section 18 of the said Ordinance is amended by replacing therein, the words: "of a population of less than 3000 souls" by the words: "of zone IV".

AA) Section 20 of the said Ordinance amended by an ordinance of amendment of the 30th of July 1946, is again amended by replacing the last subsection thereof by the following:

"Regular Workweek: the one fixed for the establishment in which they are employed."

BB) The French version of section 21 of the said Ordinance is amended by replacing therein the words "employés de la catégorie I" by the words: "salariés de la catégorie I".

CC) The French version of the sub-title immediately preceding section 22 of the said Ordinance is replaced by the following:

"3. Salariés de garage".

DD) The French version of section 23 of the said Ordinance is amended by replacing therein the word: "employés" by the word: "salariés".

EE) Section 24 of the said Ordinance is replaced by the following:

"24. Definition: Servants employed in domestic service in hotels and restaurants (as defined by the Quebec License Act, R.S.Q., 1941, c. 76), soft drink parlors, terraces, circles, inns, cafés, clubs or other undertakings or commerce of

autres entreprises ou commerces de cet ordre, qu'ils soient situés ou non dans un établissement commercial ou industriel:

Taux de salaire à l'heure	Zones			
	I	II	III	IV
a) garçons ou filles de table, valets ou filles de chambre, serveurs de buvette ou cabaret et conducteurs d'ascenseur	0.30	0.28	0.24	0.20
b) maîtres d'hôtel, hôtesses	0.35	0.32	0.28	0.25
c) aides ou assistants aux cuisines	0.35	0.32	0.28	0.25
d) cuisiniers	0.40	0.37	0.33	0.30

Semaine normale: 60 heures, sauf pour les hôtels situés dans une municipalité de la zone IV."

FF) L'article 25 de la dite ordonnance est modifié en y remplaçant les mots: "les taux ci-haut fixés pour la zone deux (II)" par les mots: "les taux ci-haut fixés à l'article 24 pour la zone deux (II) et les autres dispositions pour telle zone".

GG) Le dit article 25 est aussi modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Quand un hôtel comprend une bâtisse principale et des bungalows, ces derniers doivent être considérés comme des chambres à louer".

III) L'article 27 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"27 Définition: Les serveurs employés à un service domestique dans des maisons de logements (telles que définies par la Loi des licences, S.R.Q., 1941, c. 76), dans des maisons de pension ou dans des maisons d'hospitalisation:

Taux de salaire à l'heure	Zones			
	I	II	III	IV
	0.25	0.23	0.20	0.18

Semaine normale: aucune.

Toutefois, la présente ordonnance ne s'applique pas aux salariés visés par le présent article, lorsqu'ils travaillent dans une maison de pension ayant moins de cinq (5) chambres à louer et où l'on ne sert de repas qu'aux personnes qui y logent régulièrement".

II) L'article 28 de la dite ordonnance est modifié en en remplaçant le second paragraphe par le suivant:

"Taux de salaire au mois:

Commis aux vivres, chef cuisinier, boucher	\$70.00
Aides des commis aux vivres et du boucher, sous-chefs cuisiniers, intendants	50.00
Aides de cuisine, laveurs de vaisselle, marmitons, valets, filles de table ou de salle	40.00

Ces taux, payables en plus de la pension complète (logement et repas), ne s'appliquent qu'aux salariés engagés au mois.

L'article 59 (repos hebdomadaire) ne s'applique pas à ces salariés.

Semaine normale: aucune.

Les conditions établies par le présent article s'appliquent aussi aux salariés d'un employeur qui tient lui-même sa maison d'employés (staff house)".

JJ) Le sous-titre précédant immédiatement l'article 29 de la dite ordonnance, est remplacé par le suivant:

"4 Salariés de taverne".

KK) L'article 29 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance du 12 décembre 1942, est remplacé par le suivant:

such kind, whether located or not in a commercial or industrial establishment:

Hourly wage rates:	ZONES			
	I	II	III	IV
a) waiters, waitresses, valets, room-maids, bartenders, cabaret waiters and elevator operators	0.30	0.28	0.24	0.20
b) head waiters, hostesses	0.35	0.32	0.28	0.25
c) kitchen helpers	0.35	0.32	0.28	0.25
d) cooks	0.40	0.37	0.33	0.30

Regular workweek: 60 hours, except in hotels situated in a municipality of zone IV."

FF) Section 25 of the said Ordinance is amended by replacing therein the words: "said wage rates for zone II" by the words: "The said wage rates fixed for zone II by section 24 and the other provisions for such zone".

GG) The said section 25 is also amended by adding thereto, the following subsection:

"When a hotel comprises a main building and bungalows, the latter must be considered as rooms to let."

III) Section 27 of the said Ordinance is replaced by the following:

"27. Definition: Domestic servants in lodging houses (as defined by the Quebec License Act, R.S.Q., 1941, c. 76), in boarding houses or institutions of hospitalization:

Hourly wage rates:	ZONES			
	I	II	III	IV
	0.25	0.23	0.20	0.18

Regular workweek: none

However, the present Ordinance does not apply to employees contemplated by the present section when working in a boarding house with less than five (5) rooms to let and where meals are served only to persons lodging therein regularly."

II) Section 28 of the said Ordinance is amended by replacing the second subsection thereof, by the following:

"Monthly wage rates:

Commissary clerk, chief cook, baker	\$70.00
Commissary clerk's and baker's assistants, assistant cooks, house-keepers	50.00
Kitchen helpers, dishwashers, scullions, choreboys, waitresses and room-maids	40.00

Said wage rates payable besides lodging and meals, only apply to said employees hired by the month.

Section 59 (weekly rest) does not apply to said employees.

Regular workweek: none.

The conditions established by the present section also apply to the employees of an employer who operates his staff house himself."

JJ) The sub-title immediately preceding section 29 of the said Ordinance is replaced by the following:

"4. Tavern employees."

KK) Section 29 of the said Ordinance, amended by an ordinance of the 12th of December 1942, is replaced by the following:

"29 Définition: Commis de comptoir et garçons de table dans les tavernes (telles que définies par la Loi des liqueurs alcooliques, S.R.Q., 1941, c. 255), attendant ou non à un hôtel ou restaurant:

Taux de salaire à l'heure	Zones			
	I	II	III	IV
a) commis de comptoir	0.35	0.32	0.28	0.25
b) garçons de table	0.30	0.28	0.24	0.20

Semaine normale: 60 heures, sauf dans les hôtels des municipalités de la zone IV."

LL) L'article 30 de la dite ordonnance et le sous-titre le précédant, sont remplacés par ce qui suit:

"5 Chasseurs et autres salariés
30. Chasseurs (bell boys), portiers, messagers et préposés aux vestiaires:

Taux de salaire à l'heure	
Toutes zones:	0.15 l'heure.
Semaine normale: 60 heures, sauf dans les hôtels des municipalités de la zone IV."	

MM) Les dispositions suivantes sont ajoutées après l'article 30 de la dite ordonnance:

"6 Uniformes
"30a Fourniture d'uniformes: Partout là où des uniformes spéciaux sont requis par l'employeur pour les salariés de la présente catégorie, tels uniformes doivent être fournis par l'employeur à ses frais; toute convention au contraire est expressément interdite.

"30b Entretien d'uniforme: Les uniformes spéciaux requis par l'employeur pour les salariés de la présente catégorie, doivent être entretenus par l'employeur à ses frais.

Mais si l'employeur laisse au salarié le soin de l'entretien d'un tel uniforme, ce dernier a droit à chaque semaine, pour tel travail, en sus et distinctement de son salaire, même supérieur à celui fixé par l'ordonnance, à une rémunération fixe de soixante cents (60c), sans égard à ses heures de travail en telle semaine.

L'employeur doit, dans son système d'enregistrement et sur l'enveloppe de paie, indiquer cette rémunération spéciale, quand elle est payable distinctement du salaire gagné par le salarié.

Toute convention obligeant tel salarié à entretenir un tel uniforme sans rémunération fixe et distincte de son salaire ou pour une rémunération inférieure à celle ci-haut fixée, est expressément interdite."

NN) La version française de l'article 32 de la dite ordonnance est modifiée en remplaçant au dernier paragraphe, les mots: "cet employé" par les mots: "ce concierge".

OO) L'article 33 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance du 12 décembre 1942, est remplacé par le suivant:

"33 Gardiens et concierges: Les salariés faisant double fonction de gardien et de concierge, occupés seulement à de menus travaux déterminés (chauffer la fournaise, concentrer les vidanges, répondre aux locataires, etc.) et qui peuvent occuper des positions régulières chez un autre employeur, sont classés comme gardiens d'immeubles et payés comme tels, avec un minimum de trois heures par jour."

PP) Le titre de la catégorie VI précédant l'article 34 de la dite ordonnance, est remplacé par le suivant:

"Catégorie VI: Salariés d'emplois particuliers (corporations publiques, industries saisonnières, clubs de sport, entreprises de transmission de messages téléphoniques, étudiants, cirqueurs de chausseurs, planteurs de quilles, construction d'immeubles, femmes de peine, débardeurs, guides, placiers, mécaniciens de machines fixes, sous-

"29. Definition: Bartenders and waiters employed in a tavern (as defined by the Quebec Liquor Act, R.S.Q., 1941, c. 255), whether or not the tavern be in a hotel or a restaurant.

Hourly wage rates:	ZONES			
	I	II	III	IV
a) bartenders	0.35	0.32	0.28	0.25
b) waiters	0.30	0.28	0.24	0.20

Regular workweek: 60 hours except in hotels situated in municipalities of zone IV."

LL) Section 30 of the said Ordinance and the sub-title preceding the said section are replaced by the following:

"5. Bell boys and other employees.
30. Bell boys, porters, messengers and check-room clerks.

Hourly wage rates:	
All zones	0.15 per hour
Regular workweek: 60 hours, except in hotels situated in municipalities of zone IV."	

MM) The following provisions are added after section 30 of the said Ordinance:

"6. Uniforms.
"30a Supplying of uniforms: When and where special uniforms are required by the employer for employees of the present category, such uniforms must be supplied by the employer at his own expense; any agreement to the contrary is strictly forbidden.

"30b Upkeep of uniforms: The special uniforms required by the employer for employees of the present category must be kept in proper condition at said employer's expense.

But if the employer leaves to the employee the upkeep of such uniform, the latter is entitled, each week, for such work, to a separate remuneration of 0.60c over and above his wages even when such wages are higher than those fixed by the ordinance, without regard to the number of hours he has worked during such week.

The employer must mention, in his registration system and on the pay envelope, this special remuneration, when it is payable separately from the wages earned by the employee.

Any agreement binding such employee to keep such a uniform in good condition without a fixed remuneration separate from his wages or for a remuneration which is lower than that which is fixed hereinabove, is strictly forbidden."

NN) The French version of section 32 of the said Ordinance is amended by replacing, in the last subsection thereof, the words: "cet employé" by the words: "ce concierge".

OO) Section 33 of the said Ordinance, amended by an ordinance of the 12th of December 1942, is replaced by the following:

"33 Watchmen and janitors: Employees acting both as watchman and janitor occupied only at some particular kind of minor work such as heating furnace, collecting garbage, looking after tenants, etc., but who may be employed regularly by another employer, must be classed as watchmen of a building and paid as such, with a minimum of three (3) hours per day."

PP) The title of category VI preceding section 34 of the said Ordinance, is replaced by the following:

"Category VI Employees occupied at certain special work (Public corporations, seasonal industries, sporting clubs, services for the transmission of telephonic messages, students, boot-blacks, pin boys, building construction, charwomen, longshoremen, guides, ushers, stationary enginemen, electric sub-stations, fishing indus-

stations électriques, industrie de la pêche, navigation, cas non prévus).

QQ) L'article 34 de la dite ordonnance, introduit par ordonnance d'amendement du 17 août 1944, est remplacé par le suivant:

"34 *Corporations municipales*: Les salariés remplissant la charge de greffier, ou secrétaire, ou trésorier ou secrétaire-trésorier d'une corporation municipale:

Groupe A: Salariés travaillant dans un local de la corporation régulièrement les jours de travail et dont les heures de travail sont vérifiées par l'employeur: ils sont, eux et leurs assistants, comptables ou commis, salariés de bureau et, comme tels, régis par les règles de la catégorie II;

Groupe B: Salariés travaillant généralement à domicile ou dans des conditions qui ne permettent pas à l'employeur de vérifier leurs heures de travail (sans égard aux zones ni aux heures de travail:

Taux de salaire	par mois
Municipalités de comté	\$25.00
Municipalités locales	
de 10,001 âmes et plus	75.00
de 6,001 à 10,000 âmes	55.00
de 3,001 à 6,000 âmes	45.00
de 1,501 à 3,000 âmes	35.00
de 501 à 1,500 âmes	25.00
de 500 âmes et moins	15.00

En sus du salaire ci-haut fixé, lesdits salariés du groupe B ont droit, quand ils sont occupés à des travaux autres que ceux visés au présent article, au salaire établi pour ceux par les dispositions de la présente ordonnance ou de toute autre.

Les règles contenues au présent article ne s'appliqueront qu'à compter du 1er janvier 1947."

RR) La version française de l'article 35 de la dite ordonnance est modifiée en y remplaçant le mot: "employés" par le mot: "salariés".

SS) L'article 36 de la dite ordonnance, introduit par ordonnance d'amendement du 17 août 1944, est remplacé par le suivant:

"36 *Corporations scolaires*: Les salariés remplissant la charge de secrétaire, ou trésorier, ou secrétaire-trésorier d'une corporation scolaire:

Groupe A: Salariés travaillant dans un local de la corporation régulièrement les jours de travail et dont les heures de travail sont vérifiées par l'employeur: ils sont, eux et leurs assistants, comptables ou commis, salariés de bureau et, comme tels, régis par les règles de la catégorie II;

Groupe B: Salariés travaillant généralement à domicile ou dans des conditions qui ne permettent pas à l'employeur de vérifier leurs heures de travail (sans égard aux zones ni aux heures de travail):

Taux de salaire	par mois
Corporation d'une population	
de 10,001 âmes et plus	\$55
de 6,001 à 10,000 âmes	45
de 3,001 à 6,000 âmes	35
de 1,501 à 3,000 âmes	25
de 501 à 1,500 âmes	15
de 500 âmes et moins	10

En sus du salaire ci-haut fixé, les dits salariés du groupe B ont droit, quand ils sont occupés à des travaux autres que ceux visés au présent article, au salaire établi pour ceux par les dispositions de la présente ordonnance ou de toute autre."

TT) L'article 36a de la dite ordonnance, introduit par ordonnance du 28 avril 1945, est remplacé par les suivants:

try, navigation, occupations not otherwise provided for)."

QQ) Section 34 of the said Ordinance, introduced by an ordinance of amendment of the 17th of August 1944, is replaced by the following:

"34 *Municipal corporations*: Clerks or secretaries or treasurers or secretary-treasurers of municipal corporations:

Group A: Employees regularly working in the offices of said corporations, on workdays, and whose working hours are verified by the employer; said employees, as well as their assistants, accountants or clerks, are office employees and as such are governed by the provisions of category II;

Group B: Employees usually working at home, or under conditions which do not make it possible for the employer to verify their hours of work (without regard to the zones or to the hours of work):

Wage rates:	Per month
County municipality	\$25.00
Local municipalities:	
of 10,001 souls and more	75.00
of 6,001 to 10,000 souls	55.00
of 3,001 to 6,000 souls	45.00
of 1,501 to 3,000 souls	35.00
of 501 to 1,500 souls	25.00
of 500 souls and less	15.00

Apart from the wage hereinabove fixed, said employees of group B, when occupied at works other than those contemplated by the present section, are entitled to the wage established for said works by the provisions of the present or of any other ordinance.

Rules contained in the present section shall not apply before January 1st, 1947."

RR) The French version of section 35 of the said Ordinance is amended by replacing therein the word "employés" by the word "salariés".

SS) Section 36 of the said Ordinance, introduced by an ordinance of amendment of the 17th of August 1944, is replaced by the following:

"36 *School corporations*: Secretaries or treasurers or secretary-treasurers, of school corporations:

Group A: Employees regularly working in the offices of said corporations, on workdays, and whose working hours are verified by the employer; said employees, as well as their assistants, accountants or clerks, are office employees and as such are governed by the provisions of category II;

Group B: Employees usually working at home, or under conditions which do not make it possible for the employer to verify their hours of work (without regard to the zones or to the hours or work):

Wage rates:	Per month
Corporation of a population:	
of 10,001 souls and more	\$55.00
of 6,001 to 10,000 souls	45.00
of 3,001 to 6,000 souls	35.00
of 1,501 to 3,000 souls	25.00
of 501 to 1,500 souls	15.00
of 500 souls and less	10.00

Apart from the wage hereinabove fixed, said employees of group B, when occupied at works other than those contemplated by the present section, are entitled to the wage established for said works by the provisions of the present or of any other ordinance."

TT) Section 36a of the said Ordinance, introduced by an ordinance of the 28th of April 1945, is replaced by the following:

"36a Corporations scolaires - Contrôleurs d'absence: Les contrôleurs d'absence ont droit pour chaque mois de calendrier au salaire ci-après:

Taux de salaire	par mois
Corporation d'une population	
de 10,001 âmes et plus.	\$15
de 6,001 à 10,000 âmes.	12.50
de 3,001 à 6,000 âmes.	10
de 1,501 à 3,000 âmes.	5
de 501 à 1,500 âmes.	3
de 500 âmes et moins.	2

"36b Corporations de syndics d'église et d'autres corporations publiques: Ceux remplissant, pour une telle corporation, des fonctions similaires aux salariés du groupe B de l'article 36 et dans les conditions y prévues, sans égard aux zones et aux heures de travail:

Taux de salaire	par mois
	\$10"

UU) L'article 37 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942 et du 30 juillet 1946, est remplacé par le suivant: "

"37 Instituteurs et institutrices: Les instituteurs et institutrices à l'emploi des corporations scolaires:

- Taux de salaire
- pour l'enseignement, par mois, toutes zones: \$60;
 - pour tout autre travail tel que nettoyage, chauffage, entretien de l'école ou surveillance de tels travaux, payable distinctement et en sus du salaire pour enseignement:

ZONES

	I	II	III	IV
l'heure	0.30	0.28	0.24	0.20

Est expressément interdite toute convention à l'effet

a) de ne pas payer aux instituteurs et aux institutrices leur salaire pour entretien et autres travaux prévus au paragraphe b, en sus et distinctement de leur salaire d'enseignement, même supérieur à celui ci-haut fixé au présent article, ou

b) de déduire du salaire des instituteurs ou institutrices, quelque montant pour logement à eux fourni par la corporation scolaire".

VV) L'article 39 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"39 Sacristains ou bedeaux: Les bedeaux ou sacristains employés par une fabrique, corporation ou ministre ayant charge d'une église, chapelle paroissiale, temple, synagogue ou autre immeuble affecté à un culte religieux:

Groupe A: Ceux dont les services sont requis habituellement toute la journée, ils ont droit aux taux de salaire ci-après fixés suivant le chiffre de la population de la paroisse ou congrégation pour laquelle ils sont employés.

Taux de salaire	ZONES			
par semaine	I	II	III	IV
Paroisses ou congrégations de 5,001 âmes et plus.	\$35	\$33	\$30	
de 2,501 à 5,000 âmes	\$30	\$28	\$25	
de 1,001 à 2,500 âmes	\$25	\$23	\$20	
de 1,000 âmes et moins.	\$20	\$18	\$15	

Semaine normale: aucune

Groupe B: Les autres, ils ont droit aux taux et conditions de travail fixés par l'article 53".

WW) L'article 40 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942, est remplacé par le suivant:

"36a School corporations - Attendance Officers: Attendance Officers are entitled, for each calendar month, to the wages prescribed herein-below: Wage rates:

Corporation of a population:	Per month
of 10,001 souls and more	\$15.00
of 6,001 to 10,000 souls	12.50
of 3,001 to 6,000 souls	10.00
of 1,501 to 3,000 souls	5.00
of 501 to 1,500 souls.	3.00
of 500 souls and less	2.00

"36b Vestry Boards of Corporations of church trustees and other public corporations: Those fulfilling, for such a corporation, duties similar to those of the employees of group B of section 36, and under the terms provided therein, without regard to the zones and hours of labour,

Wage rates	Per month
	\$10.00

UU) Section 37 of the said Ordinance amended by ordinances of amendment of the 12th of December 1942 and 30th of July 1946, is replaced by the following:

"37 School teachers: School board teachers:

- teaching, per month, all zones: \$60.00;
- for any other work, such as cleaning, heating, maintenance of the school, or the supervision of such work, payable separately and in addition to the wages for teaching:

ZONES

	I	II	III	IV
per hours	0.30	0.28	0.24	0.20

Is strictly forbidden, any agreement to the effect of:

a) not paying to teachers the remuneration to which they are entitled for maintenance and other tasks provided for in subsection "b", in addition to and separately from their wages for teaching even if said wages are higher than those fixed by the present section, or

b) deducting from the teachers' wages any amount for lodging furnished to them by the school corporation."

VV) Section 39 of the said Ordinance is replaced by the following:

"39 Sacristans or sextons: Sacristans or sextons of a fabrique or Vestry Board, corporation or minister in charge of a church, parochial chapel, temple, synagogue or other building destined for religious worship:

Group A: Those who usually work a full day; they are entitled to the wage rates hereinafter fixed according to the population of the parish or congregation for which they are employed:

Weekly wage rates:	ZONES		
	I	II	III and IV
Parishes or congregations of 5,001 souls and more.	\$35.00	\$33.00	\$30.00
of 2,501 to 3,000 souls	30.00	28.00	25.00
of 1,001 to 2,500 souls	25.00	23.00	20.00
of 1,000 souls and less	20.00	18.00	15.00
Regular workweek	none		

Group B: The others; they are entitled to the wage rates and working conditions fixed by section 53."

WW) Section 40 of the said Ordinance amended by an ordinance of amendment of the 12th of December 1942, is replaced by the following:

"40 *Salariés d'industries saisonnières*: Les salariés ci-après mentionnés:

Taux de salaire 0.20 l'heure

a) les salariés employés à la mise en conserve de fruits et de légumes dans toutes zones et dans les établissements n'opérant que du 15 juin au 15 octobre;

b) les salariés employés dans toutes zones à la production du sucre d'érable;

c) les salariés employés dans toutes zones à la manutention et à l'écotage du tabac en feuilles du 1er novembre au 15 mars;

d) les salariés employés dans les zones III et IV à la manutention et à l'écotage du tabac canadien du 15 juin au 15 octobre."

XX) La version française de l'article 41 de la dite ordonnance, est modifiée en y remplaçant les mots: "employés de bureau" par: salariés de bureau"; et le mot: "employés" par le mot: "salariés".

YY) L'article 43 de la dite ordonnance et le sous-titre le précédant, sont remplacés par les suivants:

"3 Entreprises de transmission de messages téléphoniques.

"43 *Définition*: Téléphonistes des seuls établissements qui exploitent à titre principal des entreprises de transmission de messages téléphoniques pour le public. Les autres salariés sont régis par les règles de la catégorie où les classe leur emploi".

ZZ) L'article 44 de la dite ordonnance est modifié en y remplaçant au premier paragraphe, les mots: "I, article 8" par les mots: "II, salariés de bureau".

AAA) L'article 44 de la dite ordonnance est modifié en ajoutant au groupe B, après les mots: "des locaux" les mots: "où ils logent".

BBB) L'article 44 de la dite ordonnance est aussi modifié en ajoutant à la fin du dit article, ce qui suit:

"Dans le cas où tel salarié du groupe B est chef de famille et dans son travail reçoit l'aide des membres de sa famille, tels membres ne peuvent être considérés comme salariés et avoir droit aux salaires fixés par l'ordonnance".

CCC) L'article 46 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"46 *Cireurs de chaussures*:

Taux à l'heure

Zones I et II Zones III et IV

0.20 0.15

semaine normale:..... 54 heures."

DDD) L'article 47 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"47 *Planteurs de quilles*:

Zones I et II Zones III et IV

Taux à l'heure 0.20 0.15

semaine normale:..... 54 heures."

EEE) L'article 48 de la dite ordonnance est modifié en remplaçant le titre: "Employés à la construction" par le titre: "Construction d'immeubles".

FFF) Les articles suivants sont ajoutés après l'article 52 de la dite ordonnance:

"52a *Mécaniciens de machines fixes*: Les mécaniciens de machines fixes ont droit au taux de salaire fixé pour la classe A de la catégorie I et entrent dans les pourcentages prévus pour cette catégorie s'ils travaillent dans un établissement industriel ou commercial.

Leur semaine normale et celle de leurs aides est de soixante heures (60).

"52b *Centrales, sous-stations et postes de transformation d'électricité*: S'ils ne sont pas considé-

"40 *Employees of seasonal industries*: The following employees:

Wage rates \$0.20 per hour

a) employees occupied in any zone at canning fruit and vegetables and in establishments operating only from June 15th to October 15th;

b) employees occupied in any zone at the production of maple sugar;

c) employees occupied in any zone at the manipulation and stemming of leaf tobacco, from November 1st to March 15th;

d) employees occupied in zones III and IV at the manipulation and stemming of canadian tobacco from June 15th to October 15th.

XX) The French version of section 41 of the said Ordinance is amended by replacing therein, the words: "employés de bureau" by the words: "salariés de bureau", and the word: "employés" by the word: "salariés".

YY) Section 43 of the said Ordinance and the sub-title preceding it, are replaced by the following:

"3. Services for the transmission of telephonic messages.

"43. *Definition*: Telephonists of establishments for the transmission of telephonic messages principally operating as such for the public. The other employees are governed by the provisions of the category in which they are classed by the nature of their employment."

ZZ) Section 44 of the said Ordinance is amended by replacing, in the first subsection thereof, the words:

"I (s. 8)" by the words: "II, Office employees".

AAA) Section 44 of the said Ordinance is amended by inserting in group B, after the words: "in premises", the words: "where they lodge".

BBB) Section 44 of the said Ordinance is also amended by adding at the end of the said section, the following:

"When such employee of group B is the head of a family, and is helped by members of his family in the performance of his work, such members cannot be considered as employees and thus be entitled to the wages fixed by the ordinance."

CCC) Section 46 of the said Ordinance is replaced by the following:

"46 *Bootblacks*:

ZONES

Hourly wage rates: I and II III and IV

\$0.20 \$0.15

Regular workweek: 54 hours."

DDD) Section 47 of the said Ordinance is replaced by the following:

"47 *Pin boys*:

ZONES

Hourly wage rates: I and II III and IV

\$0.20 \$0.15

Regular workweek: 54 hours."

EEE) Section 48 of the said Ordinance is amended by replacing the title thereof: "Employees of the building industry" by the title: "Building construction".

FFF) The following section are added after section 52 of the said Ordinance:

"52a *Stationary enginemen*: Stationary enginemen are entitled to the wage rate fixed for class A of category I, and, if they work in a commercial or industrial establishment, they are included in the percentages provided for such category.

Their regular workweek and that of their helpers consists of 60 hours.

52b *Power houses, sub-stations and stations for the transformation of electricity*: The sixty hour

rés comme concierges suivant l'article 31, les salariés ayant la surveillance de centrales, de sous-stations ou de postes de transformation d'électricité, ont une semaine normale de travail de soixante (60) heures.

"52c Navigation: Les salariés travaillant sur des navires ou embarcations, ceux occupés au chargement, déchargement ou arrimage des dits navires ou embarcations et ceux occupés à des travaux conditionnés par la marée, n'ont aucune semaine normale.

Quoique régis par le présent article, les salariés visés à l'article 50 conservent le bénéfice des taux spéciaux y mentionnés.

"52d Industrie de la pêche: Les salariés occupés au déchargement des barques de pêcheurs, à l'apprêtage du poisson soit sur les grèves soit dans les neigères ou les entrepôts frigorifiques, ont droit aux taux établis par l'article 53, mais sans une semaine normale".

GGG) La version française de l'énumération précédant l'article 54 de la dite ordonnance et du sous-titre précédant le dit article, est modifiée en y remplaçant les mots: "travail supplémentaire" par le mot: "surtemps".

HHH) La version française de l'article 54 de la dite ordonnance est modifiée en remplaçant au premier paragraphe du dit article, les mots: "à la disposition de l'employé" par les mots: "à la disposition du salarié".

III) Le second et le troisième paragraphes de l'article 55 de la dite ordonnance, en deviennent respectivement les articles 55a et 55b.

JJJ) La version française de l'article 56 de la dite ordonnance est modifiée en remplaçant au paragraphe c, le mot: "employés" par le mot: "salariés".

KKK) L'article 57 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"57 Salariés à commission: Les salariés visés au paragraphe m de l'article 2, ont droit pour leurs heures vérifiables aux taux fixés par l'article 53 et n'entrent pas dans les pourcentages".

LLL) La version française de l'article 58 de la dite ordonnance, modifiée par ordonnance d'amendement du 16 juillet 1946, est modifiée en remplaçant au premier paragraphe, le mot: "employé" par le mot: "salarié" et les mots: "employés de bureau" par les mots: "salariés de bureau".

MMM) L'article 58a de ladite ordonnance, introduit par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942, est remplacé par le suivant:

"58a Salariés qui s'engagent des aides: Sauf dispositions contraires, lorsqu'un salarié engage lui-même un aide ou assistant pour l'exécution du travail que son employeur lui confie, l'employeur doit payer à tel salarié une rémunération égale à la somme de salaires minimums fixés pour le salarié à son emploi et pour l'aide ou l'assistant, pourvu toutefois que l'employeur ait autorisé l'engagement d'un aide ou assistant ou que preuve soit faite que pour exécuter ce travail le salarié avait nécessairement besoin d'un assistant ou que la somme de travail exigée de lui avait été augmentée."

NNN) Le second paragraphe de l'article 59 de la dite ordonnance, est remplacé par le suivant:

"Cet article ne s'applique pas aux hôtels situés dans une municipalité de la zone IV".

OOO) L'article 60 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"60 Surtemps: Ce terme désigne tout travail en heures ou fractions d'heures fait à la demande expresse ou implicite de l'employeur.

regular workweek (60) applies to employees supervising power houses, electric sub-stations and stations for the transformation of electricity, if they are not considered as janitors according to section 31.

52c Navigation: No regular workweek is fixed for employees working on ships or boats, those occupied at loading, unloading or at stowing such ships or boats and for those occupied at work conditioned by the tide.

Though governed by the present section, the employees contemplated by section 50, retain the benefit of the special rates mentioned therein.

52d Fishing industry: Employees occupied at unloading fishing-boats, preparing fish whether on the shore or in snow-houses or cold storages, are entitled to the wages fixed by section 53, but without any regular workweek."

GGG) The French version of the enumeration preceding section 54 of the said Ordinance and the sub-title preceding the said section, are amended by replacing therein, the words: "travail supplémentaire" by the word: "surtemps".

HHH) The French version of section 54 of the said Ordinance is amended by replacing in the first subsection of the said section, the words: "à la disposition de l'employé" by the words: "à la disposition du salarié".

III) The second and third subsections of section 55 of the said Ordinance become respectively sections 55a and 55b thereof.

JJJ) The French version of section 56 of the said Ordinance is amended by replacing, in subsection "c" thereof, the word: "employés" by the word: "salariés".

KKK) Section 57 of the said Ordinance is replaced by the following:

"57 Employees working on commission basis: Employees contemplated by section 2, subsection "m" are entitled for their verifiable hours, to the rates fixed by section 53 and are not included in the class percentages."

LLL) The French version of section 58 of the said Ordinance, amended by an ordinance of amendment of the 16th of July 1946, is amended by replacing, in the first subsection thereof, the word: "employé" by the word: "salarié" and the words: "employés de bureau" by the words: "salariés de bureau".

MMM) Section 58a of the Ordinance, introduced by an ordinance of amendment of the 12th of December 1942, is replaced by the following:

"58a Employees personally hiring assistants or helpers: Excepting provisions to the contrary, when an employee personally hires an assistant or helper for the execution of work assigned to said employee by his employer, said employer must pay to said employee a wage equivalent to the minimum wages fixed for said employee and his assistant or helper, provided however, that the hiring of said assistant or helper has been authorized by said employer, or that proof be established that for the execution of such work, said employee absolutely needed help, or that the amount of work exacted from said employee has been increased."

NNN) The second subsection of section 59 of the said Ordinance is replaced by the following:

"The present section does not apply to hotels situated in a municipality of zone IV."

OOO) Section 60 of the said Ordinance is replaced by the following:

"60 Overtime: This word means any work in hours or fractions of an hour done at the employer's express or tacit request

a) pour les salariés autres que ceux des paragraphes ci-après: en plus de douze heures par jour et en plus en une semaine du nombre d'heures que l'ordonnance a déterminé comme semaine normale pour tels salariés.

b) pour les salariés engagés au mois ou pour une plus longue période et payés au mois;

En plus de douze heures par jour et en plus en un mois de calendrier, du nombre d'heures obtenu en multipliant par quatre et un tiers ($4\frac{1}{3}$) le nombre d'heures que l'ordonnance a déterminé comme semaine normale pour tels salariés;

c) pour les salariés engagés au demi-mois ou pour une plus longue période et payés bi-mensuellement:

En plus de douze heures par jour et en plus en une période de demi-mois de calendrier, du nombre d'heures obtenu en multipliant par deux et un sixième ($2\frac{1}{6}$) le nombre d'heures que l'ordonnance a déterminé comme semaine normale pour tels salariés.

Toutefois pour les mois de trente-et-un jours ne comportant pas plus de quatre jours de travail légalement chômés, il faut augmenter le nombre d'heures régulières de travail fixé aux paragraphes b et c du présent article, comme suit:

1) dans le cas du dit paragraphe (b), d'un sixième ($\frac{1}{6}$) du nombre d'heures de travail établi par l'ordonnance comme semaine normale de tels salariés, et

2) dans le cas du dit paragraphe (c), pour la seconde période bi-mensuelle, d'un sixième ($\frac{1}{6}$) du nombre d'heures établi par l'ordonnance comme semaine normale de travail de tels salariés."

PPP) L'article 61 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942, est remplacé par le suivant:

"61 Salaire et demi: Sauf les cas d'exception de l'article 62, le salarié a droit pour son surtemps au taux fixé par l'ordonnance augmenté de sa moitié.

Cependant pour les dits salariés auxquels s'applique l'ordonnance N° 2, révisée de la Commission ou toute autre ordonnance pouvant remplacer cette dernière, le surtemps doit être rémunéré tel que prescrit par la dite ordonnance, ou, quand il est applicable, suivant l'article 7d de la présente ordonnance."

QQQ) L'article suivant est introduit dans la dite ordonnance pour remplacer l'article 62 abrogé par ordonnance d'amendement du 30 juillet 1946:

"62 Exceptions: Telle majoration de salaire n'est pas obligatoire:

a) Salaire de \$50, \$45 et \$40: Lorsque le salarié est rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel, et reçoit par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$50 dans la zone I, de \$45 dans les zones II et III et de \$40 dans la zone IV:

b) Pas de semaine normale: Lorsque l'ordonnance n'a pas déterminé le nombre d'heures qui constitue une semaine normale ou par une disposition expresse pour certaine catégorie de salariés, déclare que le salaire ne sera pas majoré."

RRR) La version française de l'article 65 de la dite ordonnance, est modifié en y remplaçant le mot: "employés" par le mot: "salariés".

SSS) L'article 66 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942, est remplacé par le suivant:

"66 Salariés exclus des pourcentages: Ne sont pas comptés, pour les fins de pourcentages par

a) for employees other than those contemplated in the following subsections: over twelve hours per day, and, in one week, over the number of hours fixed by the ordinance as the regular workweek for such employees;

b) for employees hired on a monthly basis or on a basis of a longer period, and paid monthly:

Over twelve hours per day, and, in a calendar month, over the number of hours obtained by multiplying by four and one third ($4\frac{1}{3}$) the number of hours fixed by the ordinance as the regular workweek for such employees;

c) for employees hired on a semi-monthly basis or on a basis of a longer period, and paid semi-monthly:

Over twelve hours per day, and, in a calendar half-month, the number of hours obtained by multiplying by two and one sixth ($2\frac{1}{6}$) the number of hours fixed by the ordinance as the regular workweek for such employees.

However, for months of thirty-one days including not more than four days legally kept as holidays, the number of regular hours of work fixed in subsections "b" and "c" of the present section must be increased as follows:

1) in the case of said subsection "b", by one sixth ($\frac{1}{6}$) of the number of hours of work fixed by the ordinance as the regular workweek for such employees, and

2) in the case of said subsection "c", for the second semi-monthly period, by one sixth ($\frac{1}{6}$) of the number of hours fixed by the ordinance as the regular workweek for such employees.

PPP) Section 61 of the said Ordinance, amended by an ordinance of amendment of the 12th of December 1942, is replaced by the following:

"61 Wage rate and one half: Subject to the exceptions provided in the following section 62, an employee is entitled, for his overtime, to the minimum wage rate fixed by the present Ordinance increased by one half of said rate.

However, for the said employees to whom applies Ordinance No. 2 revised of the Commission or any other ordinance that might replace the latter, overtime shall be paid as prescribed by the said Ordinance, or, when it is applicable, according to section 7d of the present Ordinance."

QQQ) The following section is introduced in the said Ordinance to replace section 62 repealed by an ordinance of amendment of the 30th of July 1946:

"62 Exceptions: Said wage increase (time and one half) is not imperative:

a) \$50.00, \$45.00 and \$40.00 wages: When an employee remunerated on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis is paid for each week, even when working less than a complete workweek, wages of at least \$50.00 in zone I, \$45.00 in zones II and III and \$40.00 in zone IV;

b) No regular workweek: When the present Ordinance does not provide for a regular workweek or when said Ordinance expressly decrees that certain employees are not entitled to a wage increase."

RRR) The French version of section 65 of the said Ordinance is amended by replacing therein the word: "employés" by the word: "salariés".

SSS) Section 66 of the said Ordinance, amended by an ordinance of amendment of the 12th of December 1942, is replaced by the following:

"66 Employees excluded from class percentages: Employees whose minimum wages are not fixed

classes, les salariés dont le salaire minimum n'est pas fixé d'après ce pourcentage. Ainsi ne sont pas comptés les salariés suivants:

- a) les salariés surnuméraires;
- b) les salariés visés à l'article 11a;
- c) les salariés régis spécialement par une autre ordonnance en vigueur, à moins que les salaires et autres conditions de travail n'y soient les mêmes que ceux de la catégorie I;
- d) les salariés bénéficiant du permis prévu par l'article 15 de la Loi du salaire minimum;
- e) les salariés des catégories II, III, IV, V et VI, sauf ceux d'entre eux que l'ordonnance soumet au salaire et aux autres conditions de travail de la catégorie I;
- f) les apprentis;
- g) les salariés absents, sauf s'ils sont payés durant leur absence;
- h) les salariés visés à l'article 58 et au paragraphe (m) de l'article 2."

TTT) L'article 67 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"67 Décret: Dans un établissement où il y a des salariés régis par un décret rendu sous la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, c. 163) et d'autres par une ordonnance, en déterminant les pourcentages, il n'est tenu compte que des salariés régis par l'ordonnance."

UUU) L'article 68 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"68 Échéance: Toute convention de payer le salaire moins souvent que deux fois par mois aux salariés engagés à l'heure, à la pièce ou à la semaine, et aux autres salariés, moins souvent qu'une fois par mois, est interdite."

VVV) L'article 69 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"69 Mode de paiement: Si le paiement est fait en deniers, l'argent doit être remis au salarié, sous enveloppe scellée, et sur ou dans l'enveloppe doivent se lire les renseignements suivants:

- a) les noms et prénoms du salarié;
- b) les dates de la période de paie;
- c) le nombre d'heures régulières de travail et le surtemps;
- d) le taux de salaire;
- e) la catégorie et la classe du salarié;
- f) le salaire gagné;
- g) le montant des déductions;
- h) le montant contenu dans l'enveloppe.

Si le paiement est fait par chèque ou dépôt en banque au crédit du salarié, les mêmes renseignements doivent être inscrits sur le chèque, sur le talon, ou sur une fiche qui doit être remis au salarié lors du paiement.

Les mentions prévues au paragraphe (c) ne sont pas obligatoires pour les salariés visés au paragraphe a de l'article 62."

WWW) La version française de l'article 72 de la dite ordonnance, est modifiée en remplaçant au premier paragraphe les mots: "employé en course" par les mots: "salarié en course."

XXX) Le dit article 72 est aussi modifié en remplaçant le second paragraphe par le suivant:

"Le prix à payer sera celui qui a dû être nécessairement déboursé".

YYY) La version française de l'article 73 de la dite ordonnance, est modifiée en y remplaçant le mot: "employé" par le mot: "salarié".

ZZZ) L'article 74 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"74 Uniformes: Partout là où des uniformes spéciaux sont requis par l'employeur, ils doivent être fournis et entretenus par ce dernier à ses frais,

according to class percentages are not included in said class percentages. The following employees are therefore excluded:

- a) temporary employees;
- b) employees contemplated by section 11a;
- c) employees specially governed by the provisions of another Ordinance in force, unless the wages and other conditions of work therein provided be the same as those of category I;
- d) employees holding the certificate provided in section 15 of the Minimum Wage Act;
- e) employees of categories II, III, IV, V and VI, excepting those governed by the provisions of category I of the present Ordinance;

- f) apprentices;
- g) absent employees, excepting those paid during such period of absence;
- h) employees contemplated by section 58 and by subsection "m" of section 2."

TTT) Section 67 of the said Ordinance is replaced by the following:

"67 Decree: When some employees of an establishment are governed by a decree enacted under the Labour Collective Agreement Act and others by an Ordinance, only the latter are included in the class percentages."

UUU) Section 68 of the said Ordinance is replaced by the following:

"68 Pay frequency: Any agreement for the paying of wages less frequently than twice a month, for employees hired on an hourly, weekly or piece-work basis, and less frequently than once a month for the other employees, is forbidden."

VVV) Section 69 of the said Ordinance is replaced by the following:

"69 Mode of payment: When payment is made in currency, the money must be given to an employee in a sealed envelope, in or on which the following particulars must be stated:

- a) the name and Christian name of the employee;
- b) the dates of the pay period;
- c) his regular hours and overtime;
- d) his wage rate;
- e) his category and class;
- f) the wages earned;
- g) the amount of deductions;
- h) the amount contained in said envelope.

When payment is made by cheque or by a deposit in a bank to the credit of the employee the same particulars must be stated on the cheque on the counter-foil, or on a voucher which must be delivered to the employee with his pay.

The provisions of subsection are not obligatory for the employees contemplated by subsection a of section 62."

WWW) The French version of section 72 of the said Ordinance is amended by replacing, in the first subsection thereof, the words: "employé en course" by the words: "salarié en course".

XXX) The said section 72 is also amended by replacing the second subsection thereof, by the following:

"The amount to be paid will only be the actual cost of the said service."

YYY) The French version of section 73 of the said Ordinance is amended by replacing therein the word: "employé" by the word: "salarié".

ZZZ) Section 74 of the said Ordinance is replaced by the following:

"74 Uniforms: Where and when special uniforms are required by the employer, they must be supplied and kept in proper condition at the said employer's expense.

Les salariés de la catégorie IV ne sont pas régis par le présent article, mais par les articles 30a et 30b."

AAAA) L'article 76 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 16 juillet 1946, est remplacé par le suivant:

"76 *Salariés classés comme apprentis*: Ne peuvent être classés comme apprentis que les salariés de la catégorie I, ceux des autres catégories que l'ordonnance soumet au salaire et autres conditions de travail de la catégorie I, et aussi les salariés inexpérimentés visés aux articles 22 et 23."

BBBB) L'article 77 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942, est de nouveau modifié en remplaçant le premier paragraphe par les suivants:

"77 *Nombre limité d'apprentis*: Le nombre de ceux qui peuvent être classés, sans distinction de sexe, comme apprentis ou inexpérimentés, est limité à au plus dix pour cent (10%) du nombre total des salariés régis par les ordonnances de la Commission et employés dans la même unité de zone par le même chef d'entreprise. Les surnuméraires et les salariés visés à l'article 58 et au paragraphe (m) de l'article 2 ne sont pas inclus dans le total servant à fixer le nombre d'apprentis."

Toutefois l'employeur qui a au moins cinq salariés permanents a droit à un apprenti.

La limitation imposée par le présent article ne s'applique pas aux inexpérimentés visés aux articles 22 et 23 ni aux salariés de bureau."

CCCC) La version française de l'article 78 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance du 12 décembre 1942, est modifiée en y remplaçant les mots: "employé expérimenté" par les mots: "salarié expérimenté".

DDDD) L'article 79 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942, est remplacé par le suivant:

"79 *Registres*: L'employeur professionnel doit tenir, en la province, un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre ou crayon indélébile ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

- a) ses nom, prénoms et adresse;
- b) sa qualification, sa catégorie et sa classe;
- c) sa date d'entrée au service de l'employeur;
- d) l'heure précise à laquelle, chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
- e) le total de ses heures de travail en une semaine, ou, s'il est payé mensuellement ou bi-mensuellement, en un mois ou en un demi-mois;
- f) son surtemps;
- g) le taux de son salaire;
- h) le salaire gagné;
- i) les déductions faites;
- j) l'époque du paiement;
- k) le salaire payé;
- l) tous autres renseignements exigés par ordonnance ou règlements de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes (d), (e) et (f) ne sont pas obligatoires pour les salariés visés au paragraphe a de l'article 62.

L'employeur doit conserver pendant cinq ans au lieu où il doit être tenu, le système d'enregistrement se rapportant à chaque année."

EEEE) La version française de l'article 81 de la dite ordonnance, est modifiée en remplaçant

Employees of category IV are not governed by the present section, but by sections 30a and 30b."

AAAA) Section 76 of the said Ordinance, amended by an ordinance of amendment of the 16th of July 1946, is replaced by the following:

"76 *Employees classified as apprentices*: May be classified as apprentices, only the employees of category I, those of the other categories whom the Ordinances subjects to the wages and other working conditions of category I, and the inexperienced employees, contemplated by sections 22 and 23."

BBBB) Section 77 of the said Ordinance, amended by an ordinance of amendment of the 12th of December 1942, is again amended by replacing the first subsection thereof by the following:

"77 *Limited number of apprentices*: The number of employees who may be classed as apprentices or inexperienced employees, without regard to their sex, is limited at the most to ten per cent (10%) of the total number of employees governed by the ordinances of the Commission and employed in the same zone unit by the same employer."

Neither temporary employees nor employees contemplated by section 58, nor employees contemplated by subsection "m" of section 2 are included in the total from which the number of apprentices is to be determined.

However, the employer of at least five permanent employees is entitled to one apprentice.

The restriction imposed by the present section does not apply to the inexperienced employees contemplated by sections 22 and 23, nor to office employees."

CCCC) The French version of section 78 of the said Ordinance, amended by an ordinance of the 12th of December 1942, is amended by replacing therein the words: "employé expérimenté" by the words: "salarié expérimenté".

DDDD) Section 79 of the said Ordinance, amended by an ordinance of amendment of the 12th of December 1942, is replaced by the following:

"79 *Registers*: A professional employer must keep in the Province, for each period of work and for each employee in his employ, a registration system in which shall be recorded in ink or with an indelible pencil or by perforation:

- a) his employee's name, Christian name and address;
- b) his competency, category and class;
- c) the date of his entrance into the service of the employer;
- d) the precise hour at which his work was begun and finished each day;
- e) the total number of his hours of work in one week, or in a month or half-month if he is paid monthly or twice a month;
- f) his overtime;
- g) his wage rate;
- h) the total wage earned;
- i) the deductions made;
- j) the pay frequency;
- k) the total wage paid;
- l) all other particulars required by ordinances or by-laws of the Commission.

Subsections "d", "e" and "f" are not obligatory for employees contemplated by subsection "a" of section 62.

The employer must keep during five years, in the place where it must be kept, the registration system relating to each year."

EEEE) The French version of section 81 of the said Ordinance is amended by replacing

plaçant les mots: "employé ou ex-employé" par les mots: "salarie ou ex-salarie".

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité des Trois-Rivières, le sixième jour du mois de septembre mil neuf cent quarante-six.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN.

(Sceau)
Copie conforme,

Le Secrétaire,
C. BÉLANGER. 16488-0

ththerein e words: "employé ou ex-employé" by the words: "salarie ou ex-salarie".

2. *Coming into force*: The present Ordinance of amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and signed in the city of Trois-Rivières, this sixth day of the month of September in the year one thousand nine hundred and forty-six.

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)
True copy.

C. BÉLANGER,
Secretary. 16488-0

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 247979. Dame Blanche Fontaine épouse en communauté de biens de Roger Thomas garagiste, des cité et district de Montréal, y demeurant au numéro 4205 rue Bellechasse, Rosemont, demanderesse vs le dit Roger Thomas, garagiste, des cité et district de Montréal, défendeur et La Banque Canadienne Nationale, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, (Succursale Ste-Catherine est, numéro 2395), Mis-en-causes et Tiers-saisis.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15ième jour d'octobre 1946.

Montréal ce 25 octobre 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,
16465-0 HANDFIELD & HANDFIELD.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 247979. Dame Blanche Fontaine, wife common as to property of Roger Thomas, garage-keeper, of the city and district of Montreal, residing there, at number 4205 Bellechasse street, Rosemont, plaintiff; vs the said Roger Thomas, garage-keeper, of the city and district of Montreal, defendant; & La Banque Canadienne Nationale, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal (St-Catherine East Branch, Number 2395), Mis-en-cause and garnishee.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 15th day of October, 1946.

Montreal, October 25, 1946.

HANDFIELD & HANDFIELD,
16465 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, N° 12,171. Dame Hélène Belley, domiciliée au N° 306 de la rue Ste-Anne à Chicoutimi, dit district, demanderesse vs Harry Barrette, journalier, domicilié au n° 306 rue Ste-Anne à Chicoutimi, dit district, défendeur.

Dame Hélène Belley, épouse de Harry Barrette, journalier, domicilié au n° 306 de la rue Ste-Anne à Chicoutimi, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Chicoutimi, le 31 octobre 1946.

Le Procureur de la demanderesse,
16483-0 MAURIL TREMBLAY.

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 12,171. Mrs Hélène Belley, residing on Ste-Anne street in Chicoutimi, Plaintiff, vs Harry Barrette, residing on Ste-Anne street in Chicoutimi, Defendant.

Mrs Hélène Belley, wife of Harry Barrette, residing at 306 on Ste-Anne street, in Chicoutimi, has brought an action in separation as to property against Harry Barrette.

Chicoutimi, 31th october 1946.

MAURIL TREMBLAY,
16483-0 Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 248044. Dame Jeanne d'Arc Giguère, épouse commune en biens de Roland Boissinot, tous deux de la Cité et du district de Montréal, demanderesse vs Le dit Roland Boissinot, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17ième jour d'octobre, 1946.

Montréal, 28, octobre, 1946.

Le Procureur de la demanderesse,
(Signé) A.-P. MATHIEU. 16502-0

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 248044. Dame Jeanne d'Arc Giguère, wife common as to property of Roland Boissinot, both of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Roland Boissinot, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 17th day of October, 1946.

Montreal, October 28, 1946.

(Signed) A.-P. MATHIEU,
16502 Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4454

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'Île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'Île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 3174, du 16 août 1944, à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 septembre 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 3174, soit modifié de la façon suivante:

L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Salaires*: Les taux minima de salaire suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérées. Aucune des dispositions de ce décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

Classification	Taux horaire
a) <i>Compagnons</i> :	
Mécanicien en métal en feuille	\$1.00
Sous-contremaître	1.12
Chef d'équipe (ayant juridiction sur quatre compagnons mécaniciens ou plus)	1.07
Soudeur, Classe "A"	1.07
Soudeur, Classe "B"	0.96
Soudeur, Classe "C"	0.85
Soudeurs en série;	
premier semestre	0.63
deuxième semestre	0.68
troisième semestre	0.74
quatrième semestre	0.79
Subséquentement, ils sont éligibles à la Classe "C", à \$0.85 de l'heure, s'ils possèdent les qualifications requises.	
Machiniste	0.85
Outilleur	1.01
Peintre	0.94
b) Forgeron	0.96
c) Préposé au fonctionnement des machines	0.79
d) Assembleur et ouvrier spécialisé	0.85
e) Ouvrier de la production	0.63
f) Aide	0.57
Les aides qui ont atteint le taux de \$0.63 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvriers de la production", si l'employeur peut le faire.	

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4454

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the sheet metal products manufacturing in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the sheet metal products manufacturing in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 3174, of August 16, 1944, for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of September 14, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3174, be amended as follows:

Section VI is replaced by the following:

"VI. *Wages*: The following minimum wage rates apply to the respective classes of employment hereunder specified. Nothing contained in this decree may have the effect of reducing any employee's hourly rate now in force.

Classification:	Hourly rates
a) <i>Journeymen</i> :	
Sheet Metal Mechanic	\$1.00
Sub-Foreman	1.12
Leading-Hand (in charge of four or more journeymen mechanics)	1.07
Welder, Class "A"	1.07
Welder, Class "B"	0.96
Welder, Class "C"	0.85
Production Welder:	
First six months	0.63
Second six months	0.68
Third six months	0.74
Fourth six months	0.79
They then become eligible for Class "C", at \$0.85 per hour, if they qualify.	
Machinist	0.85
Toolmaker	1.01
Painter	0.94
b) Blacksmith	0.96
c) Machine Operator	0.79
d) Assembler and specialist	0.85
e) Production worker	0.63
f) Helper	0.57
Helpers who have attained a wage of \$0.63 an hour may be employed regularly as Production Workers, if the employer can arrange accordingly.	

g) Les apprentis et les garçons de moins de vingt et un (21) ans commencent au taux de \$0.41 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu.

h) Divers:

Inspecteur, conducteur de camion, magasinier, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises..... 0.63

i) Salariées:

inexpérimentées..... 0.43
après le premier semestre..... 0.52

et les augmentations subséquentes seront basées sur la qualification jusqu'à concurrence des taux prescrits par le Conseil régional du Travail en temps de guerre de Québec, pour les salariées du sexe féminin, lesquelles peuvent être employées sous la classification "aides ou ouvriers de la production".

j) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.05 l'heure de plus que les taux ci-haut.

Les taux horaires maxima suivants, pour les classifications ci-après énumérées, sont par les présentes approuvés et autorisés:

Soudeur.....	1.07
Machiniste.....	1.07
Outilleur.....	1.12
Forgeron.....	1.07
Préposé au fonctionnement des machines.....	0.96
Ouvrier de la production.....	0.74
Inspecteur, conducteur de camion, magasinier, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises.....	0.85
Aide.....	0.74

A. MORISSET,

16500-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4455

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de St-Lambert et la municipalité de St-Antoine de Longueuil.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de St-Lambert et la municipalité de St-Antoine de Longueuil, rendue obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août 1941 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 août 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été présentée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 2162, soit modifié de la façon suivante:

1° Au paragraphe "e" de l'article I, en remplaçant les mots "un maximum de cinquante-cinq (55) heures par semaine" par les suivants: "cinquante-et-une(51) heures par semaine".

g) Apprentices and boys under 21 to start at \$0.41 an hour with increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service.

h) Miscellaneous:

Routine inspector, truck driver, store keeper, shipping and receiving..... 0.63

i) Female workers:

Unskilled..... 0.43
After six months..... 0.52

And thereafter, increases shall be granted and based on ability within the limit prescribed by the Regional War Labour Board for Quebec for female workers who may be employed under classification of "helpers or production-workers".

j) Employees working on night shifts shall be paid five cents (\$0.05) an hour in excess of the above rates.

The following maximum rates per hour in the undernoted classifications are hereby approved and authorized:

Welder.....	\$1.07
Machinist.....	1.07
Tool-maker.....	1.12
Blacksmith.....	1.07
Machine Operator.....	0.96
Production worker.....	0.74

Routine inspector, truck driver, store keeper, shipping and receiving.....	0.85
Helper.....	0.74

A. MORISSET,

16500-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4455

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the Island of Montreal and the city of St. Lambert and the municipality of St. Antoine de Longueuil.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the Island of Montreal, the city of St. Lambert and the municipality of St. Antoine de Longueuil, rendered obligatory by the decree number 2162, of August 20, 1941, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of August 24, 1946;

WHEREAS no objection has been submitted against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2162, be amended as follows:

1. In subsection "e" of section I, by replacing the word "a maximum of fifty-five (55) hours per week" by the following: "a maximum of fifty-one (51) hours per week".

2° Au paragraphe "f" de l'article I, en remplaçant les mots "cinquante-cinq (55) heures par semaine" par les suivants: cinquante-et-une (51) heures par semaine".

3° Au paragraphe "a" de l'article III, en remplaçant les mots "cinquante-cinq (55) heures pour une semaine de travail" par "cinquante et une (51) heures pour une semaine de travail".

4° En remplaçant le paragraphe "b" de l'article III par le suivant:

"b) Les heures de travail dans les salons de barbiers-coiffeurs sont réparties comme suit:

Entre 8.30 a.m. et 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

Entre 8.30 a.m. et 8.00 p.m. les vendredi, samedi et veilles des fêtes mentionnées à l'article VIII."

5° Au paragraphe "g" de l'article III, en remplaçant les mots "cinquante-cinq (55) heures de travail" par les mots "cinquante et une (51) heures de travail".

6° En remplaçant les deux derniers alinéas du paragraphe "a" de l'article IV par les suivants:

"Pour chaque compagnon-barbier surnuméraire, \$0.45 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur toutes les recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de \$27.00 et que ledit salarié a travaillé trente (30) heures ou plus durant la semaine, il sera rémunéré au même tarif que le compagnon barbier-coiffeur régulier.

Proviso: Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, il est interdit à tout employeur de réduire la durée du travail d'un compagnon barbier-coiffeur qui, habituellement, travaille cinquante et une (51) heures par semaine et qui s'absente de son travail pour des raisons justifiables."

A. MORISSET,

16501-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4468

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux travailleurs en fourrure de la cité de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 3746, du 17 octobre 1940, et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure de la cité de Québec;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 mai 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article XII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement jusqu'au 1er mars 1946 et d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne

2. In subsection "f" of section I, by replacing the words "working less than fifty-five (55) hours per week" by the words: "working less than fifty-one (51) hours per week".

3. In subsection "a" of section III, by replacing the words "fifty-five for a working week" by the words: "fifty-one (51) for a working week".

4. By replacing subsection "b" of section III by the following:

"b) The hours of labour in barber-hairdresser shops shall be distributed as follows:

Between 8.30 a.m. and 7.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

Between 8.30 a.m. and 8.00 p.m. on Friday, Saturday, and on the eve of the holidays mentioned in section VIII."

5° In subsection "g" of section III, by replacing the words "55 hours per week" by the words "fifty-one (51) hours per week".

6° By replacing the last two paragraphs of subsection "a" of section IV by the following:

For each supernumerary journeyman-barber, \$0.45 for each hour of work, plus a commission of 10% on all gross receipts of his work. However, when the receipts of his work equal or exceed the amount of \$27.00 and when the said employee has worked thirty (30) hours or more during the week, he shall be remunerated at the same rates as the regular journeyman-barber-hairdresser."

Proviso: Notwithstanding the provisions of the present subsection, an employer shall not reduce the duration of labour of a journeyman barber-hairdresser who usually works fifty-one (51) hours per week when the latter is absent for good reasons."

A. MORISSET,

16501-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4468

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the fur workers of the city of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 3746, of October 17, 1940, and amendments, relating to the fur workers of the city of Quebec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of May 4, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree be amended as follows: The last sentence of section XII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically until March 1, 1946, and from year to year thereafter unless one of the contracting parties notify the

donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er mars de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
16527-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4467

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux barbiers, coiffeurs et coiffeuses dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, relatif aux barbiers, coiffeurs et coiffeuses dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 mai 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article VIII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
16526-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4457

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 2162, du 20 août 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 avril 1946;

other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before March 1 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
16527-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4467

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 3751, of December 17, 1943, relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of May 11, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree be amended as follows:

The last sentence of section VIII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before December 31 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
16526-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4457

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 2162, of August 20, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of April 6, 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

L'article XVII est remplacé par le suivant:

"XVII. *Durée du décret* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pendant une période d'un (1) an. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 23 août de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

16516-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4458

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de pompes funèbres de la région de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 124, du 10 janvier 1946, relatif aux employés de pompes funèbres de la région de Montréal:

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 6 avril 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail, que ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article VII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 19 janvier de l'année 1947 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

16517-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4456

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford et le village de Sweetsburg.

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree be amended as follows:

Section XVII is replaced by the following:

"XVII. *Duration of the decree* The present decree comes into effect from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a period of one year. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before August 23 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16516-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4458

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment of the decree relating to the funeral undertakers' employees of the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 124, of January 10, 1946, relating to the funeral undertakers' employees of the district of Montreal:

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of April 6, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree be amended as follows:

The last sentence of section VII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before January 19, of the year 1947, or of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16517-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4456

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the towns of Farnham, Cowansville, Bedford and the village of Sweetsburg.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 2686, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford et le village de Sweetsburg;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 avril 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article IX, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 18 octobre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

16515-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4460

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de tavernes dans la cité de Québec

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amendements, relatif aux employés de tavernes dans la cité de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 avril 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail, que ledit décret soit modifié de la façon suivante:

L'article X, relatif à la durée du décret, est remplacé par le suivant:

"X. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er mai 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er mai de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail"

A. MORISSET,

16519-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 2686, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the towns of Farnham, Cowansville, Bedford and the village of Sweetsburg;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of April 13, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree be amended as follows:

The last sentence of section IX, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to October 18 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16515-o Clerk of the Executive Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4460

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the tavern employees in the city of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 695, of May 7, 1938, and amendments, relating to the tavern employees in the city of Québec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of April 6, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree be amended as follows: Section X, pertaining to the duration of the decree, is replaced by the following:

"X. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until May 1st, 1947. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before May 1st of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16519-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 4461

Québec, le 31 octobre 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'approbation d'une modification au décret relatif au métier de plombier dans la région de Hull.

ATTENDU que conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 939 du 26 mars 1936 et amendements, relatif au métier de plombier dans la région de Hull;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juin 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 939, soit modifié de la façon suivante:

L'article X est remplacé par le suivant:

"X. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 mars de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
16520-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 4461

Quebec, October 31, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the plumbing trade in the district of Hull.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 939, of March 26, 1936, and amendments, relating to the plumbing trade in the district of Hull;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of June 8, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 939, be amended as follows:

Section X is replaced by the following:

"X. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until March 31, 1947. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before March 31 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
16520-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 4462

Québec, le 31 octobre 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 2331, du 17 juin 1940 et amendements, relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juin 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2331, soit modifié de la façon suivante:

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 4462

Quebec, October 31, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the grocery, butcher-shop and restaurant-grocery employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, relating to the grocery, butcher-shop and restaurant-grocery employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of June 8, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2331, be amended as follows:

La dernière phrase de l'article XIX, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juin de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

16521-o

Greffier du Conseil Exécutif.

The last sentence of section XIX, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to June 1 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16521-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4459

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la peinture dans la Province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 1464, du 17 juin 1942, relatif à l'industrie de la peinture dans la Province de Québec;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 avril 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article XVII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

16518-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4459

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the paint industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 1464, of June 17, 1942, relating to the paint industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of April 6, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree be amended as follows:

The last sentence of section XVII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16518-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4463

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Windsor et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 3516 du

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4463

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the commercial establishments in the town of Windsor and a radius of three (3) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number

21 septembre 1944, relatif aux établissements commerciaux de Windsor et un rayon de trois (3) milles de ses limites;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juin 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3516, soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article XVIII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année, en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 30 septembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

16522-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4464

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 4687 du 7 novembre 1945, relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juin 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 4687, soit modifié de la façon suivante:—

La dernière phrase de l'article IX, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 10 novembre de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

A. MORISSET,

16523-o

Greffier du Conseil Exécutif.

3516, of September 21, 1944, relating to the commercial establishments in the town of Windsor and a radius of three (3) miles from its limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of June 8, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree number 3516, be amended as follows:

The last sentence of section XVIII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before September 30 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16522-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4464

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the commercial establishments in the town of Mégantic and a radius of five (5) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 4687, of November 7, 1945, relating to the commercial establishments in the town of Mégantic and a radius of five (5) miles from its limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of June 8, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree number 4687, be amended as follows:

The last sentence of section IX, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before November 10 of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16523-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 4465

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'approbation d'une modification au décret relatif au commerce de détail dans la ville de Farnham et un rayon d'un mille de ses limites.

ATTENDU que conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 123, du 10 janvier 1946, relatif au commerce de détail dans la ville de Farnham et un rayon d'un (1) mille de ses limites;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 123, soit modifié de la façon suivante:

L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. *Durée du décret*: Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur pour une période d'une année à partir de cette date. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 19 janvier de l'année 1947, ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

16524-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 4466

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'approbation d'une modification au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Hull et la ville de Buckingham.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941 chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 2246 du 27 août 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Hull et la ville de Buckingham;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 mai 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 4465

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the retail trade in the town of Farnham and a radius of one mile from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 123, of January 10, 1946, relating to the retail trade in the town of Farnham and a radius of one (1) mile from its limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of June 15, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 123, be amended as follows:

Section XI is replaced by the following:—

"XI. *Duration of the decree*: The present decree comes into effect from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a period of one year from that date. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before January 19 of the year 1947 or of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16524-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 4466

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the city of Hull and the town of Buckingham.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 2246, August 27, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the city of Hull and the town of Buckingham;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of May 4, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 2246, soit modifié de la façon suivante:—

La dernière phrase de l'article VIII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:—

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 30 août de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

16525-o

Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2246, be amended as follows:

The last sentence of section VIII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before August 30 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

16525-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4453

Québec, le 31 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une correction du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre J.-H. Delisle:

QUE le décret N° 3088, du 7 août 1946, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cent (100) milles de ses limites, soit corrigé de la façon suivante:

L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Jours de fêtes payés*: Les jours de fêtes chômés sont rémunérés aux taux des heures régulières de travail. Ces jours de fêtes sont au nombre de deux (2) pour l'année 1946, de trois (3) pour l'année 1947 et de sept (7) pour l'année 1948 et subséquemment.

Les employeurs et les salariés détermineront, d'un commun accord, des jours de fêtes chômés qui doivent être rémunérés en tenant compte pour leur désignation, des ententes collectives existantes et de la décision arbitrale du 27 mai 1946.

Chaque employeur doit afficher, bien en évidence, dans son atelier la liste des fêtes qu'il a choisies et en aviser le Comité paritaire, par écrit, au moins deux semaines avant le commencement de chaque année.

Tout salarié rémunéré à un taux horaire de gage plus élevé que celui fixé par le présent décret doit recevoir pour les fêtes chômées un salaire basé sur ce taux plus élevé."

A. MORISSET,

16482-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4453

Quebec, October 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction of the decree relating to the printing trades in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable J. H. Delisle:

THAT the decree number 3088, of August 7, 1946, relating to the printing trades in the Island of Montreal and the territory comprised in a radius of one hundred (100) miles from its limits, be corrected in the following manner:

Section VI is replaced by the following:

"VI. *Holidays with pay*: Days kept as holidays are remunerated at the rate of the regular hours of work. There shall be two (2) such days for the year 1946, three (3) for the year 1947, and seven (7) for the year 1948 and thereafter.

The employers and the employees will determine, by mutual consent, the days to be kept as holidays with pay, taking into account, for their designation, the existing collective agreements and the arbitral decision of May 27, 1946.

Every employer shall post in a conspicuous place in his shop the list of the holidays he has chosen and notify the Parity Committee, in writing, to that effect at least two weeks before the beginning of each year.

Every employee who receives an hourly wage rate higher than that fixed by the present decree will receive, for the days kept as holidays, a remuneration on the basis of such higher rate.

A. MORISSET,

16482-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES,

Chapitre 98, S.R.Q. 1941

AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DE PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du Régime des eaux courantes que la Pembroke Electric Light Company, Lim-

Miscellaneous Notices

WATER-COURSES' ACT

Chapter 98, S.R.Q. 1941.

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given in accordance with the Water-Courses' Act that the Pembroke Electric Light Company, Limited, of the Town of

ted, de la ville de Pembroke, province d'Ontario, et ayant une place d'affaires dans le canton de Waltham, district de Pontiac, province de Québec a fait préparer des plans et devis de certains travaux de barrage qui avaient été exécutés avant le 9 février 1918, par les Compagnies faisant le flottage du bois, et dont elle est devenue propriétaire aux fins de s'en servir pour l'emmagasinement, en toutes saisons, des eaux des lacs Findlay, Moiseau, Forans, St. Patrick et McGillivray, dans le district de Pontiac, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et assurer aux usines de la Compagnie, dans le canton de Waltham, la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Hull, le 12 octobre 1946.

PEMBROKE ELECTRIC LIGHT COMPANY, LTD.,

Par le Président,
J. G. FORGIE,
Le Secrétaire,
Cyril J. WEBB.

16494-o

Pembroke, Province of Ontario, and having a place of business in the Township of Waltham, district of Pontiac, has had plans and specifications prepared of certain works, consisting in a dam, which have been executed before the 9th of February 1918, by timber companies in order to float and drive logs: that the undersigned has since become the owner of the said works in order to store, at all seasons of the year, waters from Findlay, Moiseau, Forans, St. Patrick and McGillivray Lakes, in the district of Pontiac, with the object of conserving said waters so as to regulate their flow and thus ensure a uniform supply and assure to the Company's plant in the Township of Waltham a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a Petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the site and the nature of the works or of the improvements, and the land which is affected by such works, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Pontiac at Campbell's Bay.

The application contained in the Petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor-in-Council on or after the tenth day following the date of the publication of this Notice in the *Quebec Official Gazette*.

Hull, October 12th 1946.

PEMBROKE ELECTRIC LIGHT COMPANY, LTD.,

Per: J. G. FORGIE,
President,
Cyril J. WEBB,
Secretary.

16494-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est, par les présentes, donné que, le 4 novembre 1946, "The Association of Employees of the Canadian Car & Foundry Company Limited (Aeronautical Division Montreal)" a été autorisée par l'Honorable Secrétaire de la Province à changer son nom en celui de "The Association of Employees, C. C. & F. Co. Ltd. Point St. Charles Works, Montreal", conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telle qu'amendée par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 5ième jour de novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16495

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that, on November 4th, 1946, "The Association of Employees of the Canadian Car & Foundry Company Limited, Aeronautical Division Montreal" was authorized by the Honourable the Provincial Secretary to change its name to that of "The Association of Employees, C. C. & F. Co. Ltd. Point St. Charles Works, Montreal", pursuant to the provisions of Section 7 of the Professional Syndicates Act, R.S.Q., 1941, Chapter 162, as amended by the Act 10, George VI, Chapter 20, Section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

16495-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois Ouvré, Local N° 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Lachute, district de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16506-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois Ouvré, Local N° 1", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Lachute, district of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

16506

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Edwidge (Compton)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Edwidge, comté de Compton.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16507-0 JEAN BRUCHÉSI,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Mathieu-de-Belœil", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 octobre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Belœil, comté de Verchères.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16508-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu une résolution de l'Office de l'électrification rurale approuvant la fusion des coopératives suivantes: "Coopérative d'Électricité de Hâvre St-Pierre", "Coopérative d'Électricité de Rivière-au-Tonnerre" en une nouvelle coopérative portant le nom de "Coopérative d'Électricité du Golfe Saint-Laurent", avec siège social à Hâvre Saint-Pierre, comté de Saguenay, et ce, conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi de l'électrification rurale, 9 George VI, chapitre 48, telles que modifiées par la Loi 10 George VI, chapitre 30.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16509-0 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Edwidge (Compton)" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 28, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Edwidge, county of Compton.

JEAN BRUCHÉSI,
16507 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Mathieu-de-Belœil" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on October 2, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Belœil, county of Verchères.

JEAN BRUCHÉSI,
16508 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received a resolution of the Rural Electrification Bureau, approving the union of the following cooperatives: "Coopérative d'Électricité de Hâvre St-Pierre", "Coopérative d'Électricité de Rivière-au-Tonnerre" into a new cooperative bearing the name of "Coopérative d'Électricité du Golfe Saint-Laurent", with head office at Hâvre Saint-Pierre, county of Saguenay, and such, in conformity with the provisions of section 30 of the Rural Electrification Act, 9 George VI, chapter 48, as amended by the Act 10 George VI, chapter 30.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 6, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
16509 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie "F.-R. Rajotte Limitée" demandera en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec la permission d'abandonner sa charte. St-Hyacinthe, le 23 octobre 1946.

Le Procureur,
16473-0 PH. POTHIER.

Avis est par les présentes donné que la compagnie Teaberry Chewing Gum Company Limited, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte.

Les Procureurs,
16496-0 LEBLANC & DELORME.

Charters — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given that the company "F.-R. Rajotte Limitée" will apply for leave to surrender its charter, pursuant to section 26 of the Quebec Companies Act.

St-Hyacinthe, October 23, 1946.

PH. POTHIER,
16473 Attorney.

Notice is hereby given that Teaberry Chewing Gum Company Ltd, will make application to the Attorney General of the Province of Quebec, and to the Minister of the Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its charter.

LEBLANC & DELORME,
16496-0 Attorneys.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes, donné que la compagnie Prudential Construction, Limited, se propose de demander au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte et la dissolution de ladite compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 26^e jour d'Octobre, 1946.

16474-o Le Secrétaire,
RALPH FIORENTINO.

THE AMHERST PARK LAND COMPANY

Avis est par les présentes donné que "The Amherst Park Land Company" demandera la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 30 octobre 1946.

16475-o Le Secrétaire,
ERIC-B. FINLEY.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Plastocraft Inc.", demandera la permission d'abandonner sa charte conformément à l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 31 octobre 1946.

16486 Les Procureurs de Plastocraft Inc.,
FELS & FELS.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "Prudential Construction, Limited", intends forthwith to apply to the Attorney-General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and for the dissolution of said company.

Dated at Montreal, P.Q., this 26th. day of October, 1946.

16474-o RALPH FIORENTINO,
Secretary.

THE AMHERST PARK LAND COMPANY

Notice is hereby given that "The Amherst Park Land Company" will make application under the provisions of the Quebec Companies Act for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, October 30th., 1946.

16475-o ERIC-B. FINLEY,
Secretary.

Notice is hereby given that "Plastocraft Inc.", will apply for leave to surrender its Charter, pursuant to Section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, October 31st., 1946.

16486-o FELS & FELS,
Attorneys for Plastocraft Inc.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Kirk Ltd." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des Lois de la province de Québec et sujets aux mêmes formalités actuellement en vigueur dans cette Province.

Son agent principal dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toutes poursuites ou procédures intentées contre ladite compagnie dans les limites de ladite Province, est M. Ralph Wilson Becket, de 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Le bureau principal de la corporation, dans la province de Québec est établi, en la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 7^{ième} jour de novembre 1946.

16534 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Kirk Ltd". has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities now in force in this Province.

Its chief agent in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suits or proceedings against the said Company within said Province, is Mr. Ralph Wilson Becket of 360 St. James Street, West, Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established in the City of Montreal in the County of Hochelaga.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of November, 1946.

16534-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Canada, Province de Québec, district de Montréal

AVIS LÉGAL

Avis public est par les présentes donné que Arthur Patrick Wickham, étudiant, de la cité de Westmount et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une

Applications to Legislature

Canada, Province of Quebec, district of Montreal

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that Arthur Patrick Wickham, Student, of the city of Westmount, in said district, will apply at the next session of the Legislative of the Province of Quebec for a Special Act to authorize the Board

loi spéciale autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec, à admettre le dit Arthur Patrick Wickham à l'étude de la profession de notaire à compter du neuf juillet, mil neuf cent quarante-six, nonobstant les stipulations des Sections 209 et 213 du Code du Notariat, Chapitre 263, Statuts refondus de la Province de Québec, et à régulariser son brevet de cléricature.
16489-45-4-o PAUL WICKHAM, N.P.

of Notaries of the Province of Quebec to admit the said Arthur Patrick Wickham to the study of the Notarial Profession as of July 9th, 1946, notwithstanding the Provisions of Sections 209 and 213 of the Notarial Code, Chapter 263, Revised Statutes of Quebec, 1941, and to regularize his indentureship.

16489-45-4-o PAUL WICKHAM, N.P.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 44-46A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 6 novembre 1946, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 hres a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de l'Abitibi;

LA COMMISSION DÉCRÈTE DE QUI SUIT:

L'article 4 de l'Ordonnance N° 44-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, est abrogé et remplacé par le suivant:

"4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de l'Abitibi, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 sous la chopine et 17 sous la pinte."

La présente Ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente Ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.
16528-o

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 44-46A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 6th, 1946, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock a.m.

Present: Mssrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté, Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Abitibi;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Article 4 of Order No. 44-46, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 5th, 1946, is annulled, and replaced by the following:

"4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Abitibi, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents a pint, and 17 cents a quart."

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.
16528-o

Département de l'Instruction publique

N° 885-46.

Québec, le 29 octobre 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Paul l'Ermite, dans le comté de l'Assomption, la partie du lot n° 141 du cadastre officiel de la paroisse de St-Paul l'Ermite, appartenant à M. Achille Therrien, et de l'annexer à la municipalité scolaire de La Presqu'Île, dans le même comté.

16430-44-2-o Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

Department of Education

No. 885-46.

Quebec, October 29, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of St-Paul l'Ermite, in the county of l'Assomption, that part of lot No. 141 of the official cadastre for the parish of St-Paul l'Ermite, belonging to Mr. Achille Therrien, and to annex it to the school municipality of La Presqu'Île, in the same county.

16430-44-2 VICTOR DORÉ,
Superintendent.

N° 1111-46.

Québec, le 31 octobre 1946.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Pierre, comté de la Rivière-du-Loup, en celui de Lamy-Sud, comté de Témiscouata.

16480-45-2-o

Pour le Surintendant,
B.-O. FILTEAU.

No. 1111-46.

Quebec, October 31, 1946.

Application is made to change the name of the school municipality of St-Pierre, county of Rivière-du-Loup, to that of Lamy-South, county of Témiscouata.

16480-45-2

B.-O. FILTEAU,
for the Superintendent.

Mines

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de l'article 49 de la loi des Mines de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 196), et pour défaut d'accomplissement des conditions déterminées par cette disposition de la loi, les concessions minières ou concessions minières souterraines, selon le cas, des lits ou parcelles de terrain ci-après mentionnés, seront révoquées en tout temps après le vingt-cinquième jour de novembre 1946:

LISTE DES CONCESSIONS

1° Les blocs H, I, J, K et L du canton de Dassera, comté de Rouyn-Noranda, concédés à J. P. Vézina, le 26 août 1946.

2° Les blocs 22, 23, 24, 25 et 38 du canton de Beauchastel, comté de Rouyn-Noranda, concédés à J. B. Côté, le 26 août 1926, et subseqüement transportés à Nestor Côté.

3° Les droits de mines dans la demie nord-ouest du lot 8 rang IV Sud-Ouest du canton de Montauban, comté de Portneuf, concédés à Arthur Lessard, le 5 août 1924, et maintenant la propriété de Arthur Lessard et Georges Dufour. Québec, le 30 octobre 1946.

Le Sous-ministre des Mines,
A. O. DUFRESNE.

16510-45-2-o

AVIS DE RÉVOCATION DE CONCESSIONS MINIÈRES

Vu l'article 50 de la loi des Mines de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 196), imposant une taxe annuelle de dix cents l'acre sur les concessions minières inexploitées, et donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'annuler les lettres patentes émises pour des concessions sur lesquelles deux années d'arriérages de cette taxe sont dues.

Avis est donné que les concessions minières et concessions minières souterraines dont suit la liste redeviendront la propriété de la Couronne et les lettres patentes seront annulées, si, dans les six mois après la première publication du présent avis, les impôts arriérés et les frais de publication du dit avis ne sont pas payés;

Liste des Concessions

1. La partie Nord-ouest des lots 16 et 17, rang I, du canton de Wotton, comté de Wolfe (200 acres), concédée à Léon Sohier, le 25 avril 1910.

2. La partie centrale du lot 44, rang IV, du canton de Fabre, comté de Témiscamingue (40 acres), concédée à William A. Begg, le 17 juin 1910.

3. Le lot 41, rang IX, du canton de Botsford (32 acres), comté de Témiscouata, concédé à Fraser & Davis, le 3 novembre 1910, suivie de

Mines

NOTICE

Notice is hereby given that under section 49 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 196), and in default of the performance of the conditions determined by this provision of the law, the mining concessions or underground mining concessions, as the case may be, covering the lots or blocks of land hereinafter described, will be cancelled at any time after the twenty fifth day of November nineteen hundred and forty six:

LIST OF CONCESSIONS

1. Blocks H, I, J, K and L, township of Dassera, Co. of Rouyn-Noranda, conceded to J. P. Vézina on the 26th of August 1926.

2. Blocks 22, 23, 24, 25 and 38, township of Beauchastel, Co. of Rouyn-Noranda, conceded to J. B. Côté on the 26th of August 1926, and subsequently transferred to Nestor Côté.

3. The mining rights in the north-west half of lot 8, range IV South-West, township of Montauban, Co. of Portneuf, conceded to Arthur Lessard on the 5th of August 1924, and now the property of Arthur Lessard and Georges Dufour. Quebec, October 30th 1946.

A. O. DUFRESNE,
Deputy-Minister of Mines.

16510-45-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF MINING CONCESSIONS

Considering section 50 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 196), imposing an annual tax of ten cents per acre upon unworked mining concessions, and giving the Lieutenant Governor in Council the power to cancel letters patent for concessions on which two years' arrears are due.

Notice is hereby given that mining concessions and underground mining concessions hereinafter listed will revert to the Crown and the letters patent shall be annulled if, within six months of the first publication of the present notice, the taxes in arrears and the costs of publication remain unpaid.

List of Concessions

1. The north-west part of lots 16 and 17, range I, township of Wotton, Co. of Wolfe (200 acres), conceded to Léon Sohier on the 25th of April 1910.

2. The central part of lot 44, range IV, township of Fabre, Co. of Temiskaming (40 acres), conceded to William A. Begg on the 17th of June 1910.

3. Lot 41, range IX, township of Botsford (32 acres), Co. of Temiscouata, conceded to Fraser & Davis on the 3rd of November 1910,

lettres patentes émises le 27 mai 1914 aux noms de E. O. Davis, Samuel H. Fraser, Samuel McMorine et John McMorine.

4. Le bloc C (40½ acres) du canton de Dufay, comté de Témiscamingue, concédé à Turtle Lake Mining Company, le 16 février 1915.

5. Les lots 20 à 26 inclusivement, rang VIII du canton de Huddersfield, comté de Pontiac (970 acres), concédés à O. E. Wood, le 14 septembre 1917.

6. Le lot 19 du rang VIII, canton de Huddersfield, comté de Pontiac (143 acres), concédé à B. L. Benbow, le 26 septembre 1917.

7. La demie nord du lot 12 rang XV, du canton de Hull, comté de Gatineau (100 acres), concédée à Alfred Gordon Martin, le 21 août 1923.

8. Le bloc 29 du canton de Cléricky, comté d'Abitibi (39 acres), concédé à W. O'Reilly, le 18 février 1927, subséquemment transféré à Locarno Copper Mines Ltd.

Québec, le 30 octobre 1946.

Le Sous-ministre des Mines,
16511-45-4-o A. O. DUFRESNE.

patented on the 27th of May 1914 to E. O. Davis, Samuel H. Fraser, Samuel McMorine and John McMorine.

4. Block C (40½ acres) township of Dufay, Co. of Temiskaming, conceded to Turtle Lake Mining Company on the 16th of February 1915.

5. Lots 20 to 26 inclusive, range VIII, township of Huddersfield, Co. of Pontiac (970 acres), conceded to O. E. Wood on the 14th of September 1917.

6. Lot 19 range VIII, township of Huddersfield, Co. of Pontiac (143 acres), conceded to B. L. Benbow on the 26th of September 1917.

7. The north half of lot 12 range XV, township of Hull, Co. of Gatineau (100 acres), conceded to Alfred Gordon Martin, on the 21st of August 1923.

8. Block 29, township of Clericy, Co. of Abitibi (39 acres), conceded to W. O'Reilly on the 18th of February 1927, subsequently transferred to Locarno Copper Mines Ltd.

Québec, October 30th, 1946.

A. O. DUFRESNE,
Deputy-Minister of Mines.

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le règlement d'amendement ci-après mentionné a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4452 du 31 octobre 1946 et substitué à l'article 17 des règlements généraux du Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières, déjà approuvés par l'arrêté numéro 676 du 7 mai 1938.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes dudit règlement d'amendement ont été déclarées obligatoires:

"Art. 17. *Certificat de qualification*: Le Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district décide, d'accord avec l'article 25 de la Loi de la convention collective, (S.R.Q., 1941 chapitre 163 et amendements), que le certificat de qualification est obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 305 du 23 février 1938 et amendements, pour toute personne pratiquant les métiers de boulanger, pâtissier, distributeur de pain, gâteaux et pâtisseries. Le Comité exige, à titre d'honoraire, \$2.00 pour l'émission d'un certificat de compagnon, et \$1.00 pour celui d'un apprenti."

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 novembre 1946.

16487-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAW

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the by-law of amendment hereafter mentioned has been approved by Order in Council number 4452, of October 31, 1946, and substituted to article 17 of the general by-laws of the Comité paritaire des Boulangers et Distributeurs de Pain des Trois-Rivières, already approved by Order in Council number 676, of May 7, 1938.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said by-law of amendment have been rendered obligatory:

"Art. 17. *Certificate of competency*: The Comité paritaire des Boulangers et Distributeurs de Pain des Trois-Rivières et District decides, pursuant to section 25 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the certificate of competency is obligatory in the entire territorial jurisdiction of the decree number 305, of February 23, 1938, and amendments, for any person plying the trades of baker, pastry-cook, bread, cake and pastry distributor. The Committee charges a fee of \$2.00 for the issue of a journeyman's certificate and \$1.00 for that of an apprentice."

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 9th 1946.

16487-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, relating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle, for

Labelle, à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

Les requérants demandent:

QUE la cédule des salaires de la zone I, apparaissant à l'article III, soit remplacée par la suivante:

"Métiers"	Salaire horaire Zone I
Briqueur	\$1.25
Maçon	1.25
Charpentier-menuisier et mécanicien "Millwright"	1.05
Poseur de paravents (bois ou métal) châssis, fenêtres, divisions en acier	1.05
Poseur de "weatherstrips"	1.05
Plâtrier	1.15
Tailleur de pierres	1.05
Peintre, décorateur et vitrier	0.95
Peintre-machine pneumatique	1.05
Manœuvre, journalier (ouvrier non qualifié)	0.60
Manœuvre spécialisé	0.70
Couvreur d'amiante	0.75
Électricien	1.05
Calfat	0.60
Finisseur de ciment	0.80
Préposé au monte-charge	0.85
Préposé au malaxeur à vapeur	0.80
Préposé au compresseur	0.80
Préposé au malaxeur à gazoline	0.80
Chauffeur (construction)	0.80
Poseur de lattes en bois	0.80
Poseur de lattes en métal	0.90
Poseur de marbre	0.95
Travailleur en fer ornemental	0.80
Couvreur (ardoise et tuile)	0.85
Couvreur (composition)	0.85
Poseur de planchers en mastic	0.80
Finisseur de planchers en mastic	0.65
Homme préposé aux bouilloires	0.70
Ouvrier tôlier (montage)	1.10
Poseur de terrazzo	0.75
Poseur de tuile	0.85
Homme préposé aux machines à polir le terrazzo (sec)	0.70
Homme préposé aux machines à polir le terrazzo (humide)	0.65
Foreur et casseur	0.75
Gréeur	0.75
Ouvrier en armature de béton	0.75"

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 novembre 1946. 16531-o

the purpose of amending the said decree in the following manner:

The petitioners request:

THAT the wage scale for zone I, which appears in section III, be replaced by the following:

"Trades"	Hourly rates Zone I
Bricklayers	\$1.25
Masons	1.25
Carpenters, joiners and millwrights	1.05
Screen (wood or metal), sash, window, steel partition erectors	1.05
Weatherstrippers	1.05
Plasterers	1.15
Stone cutters	1.05
Painters, decorators and glaziers	0.95
Painters-pneumatic machine	1.05
Labourers, common workers	0.60
Specialized workers	0.70
Asbestos layers	0.75
Electricians	1.05
Caulkers	0.60
Cement finishers	0.80
Freight elevator operators	0.85
Steam mixer operators	0.80
Compressor operators	0.80
Gasoline mixer operators	0.80
Firemen (construction)	0.80
Lathers (wood)	0.80
Lathers (metal)	0.90
Marble layers	0.95
Ornamental iron workers	0.80
Roofers (slate and tile)	0.85
Roofers (composition)	0.85
Mastic floor layers	0.80
Mastic floor finishers	0.65
Kettlemen	0.70
Tinsmith (erection)	1.10
Terrazzo layers	0.75
Tile layers	0.85
Terrazzo polishing machine operators (dry polishing)	0.70
Terrazzo polishing machine operators (wet polishing)	0.65
Drillers and breakers	0.75
Riggers	0.75
Concrete steel or rod reinforcing work- ers	0.75"

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 9, 1946. 16531-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux, dont le texte, adoptés par le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4451 du 31 octobre 1946 et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4148 du 10 octobre 1946.

"Règlement spécial relatif au registre et aux rap-
ports mensuels

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws, adopted by the Joint Committee of the Shoe Industry, have been approved by Order in Council number 4451, of October 31, 1946, and added to the constitution and the general by-laws of the said Joint Committee which were approved by Order in Council number 4148, of October 10, 1946.

"Special by-law respecting the register and Monthly
reports

Registre

Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie de la chaussure, doivent tenir un système d'enregistrement de tout travail ou un registre dans lequel sont indiqués les nom, prénom et résidence de chaque salarié à leur emploi, sa qualification ou compétence, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail, le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que le nombre total de paires, le genre de chaussures fabriquées et le prix payé pour chaque lot, si le travail se fait à la pièce. Ce registre doit être tenu conformément à la façon déterminée et prescrite par le Comité paritaire.

Rapports mensuels

Tous les employeurs professionnels susmentionnés doivent transmettre au Comité paritaire de l'Industrie de la chaussure un rapport mensuel écrit, signé par l'employeur qui le soumet ou par une personne responsable à son emploi de laquelle l'employeur est tenu responsable. Ce dit rapport doit indiquer les nom, prénom, et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail faites par lui durant chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis, la nature de son travail, le salaire payé chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis.

Les employeurs professionnels doivent transmettre ces rapports sur les formules fournies par le Comité paritaire de l'Industrie de la chaussure à cette fin, lesquels rapports doivent être parvenus au Comité paritaire le ou avant le quinzième (15ième) jour de chaque mois pour le mois précédent.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 novembre 1946.

16529-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi, établi en exécution du décret numéro 2686, du 9 octobre 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4450 du 31 octobre 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 18 octobre 1946 au 18 octobre 1947 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme égale à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes et pourcentages qu'ils versent à leurs employés assujettis au décret.

b) Les artisans assujettis au décret doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum établi dans ledit décret pour les compagnons, soit \$14.00 par semaine.

Register

All professional employers governed by the decree number 3003, of July 31, 1946, relating to the shoe industry, shall keep a registration system of all operations or a register in which the following shall be indicated: the name in full and address of every employee in their employ, his competency or qualification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work, the wages paid, with mention of the method and time of payment and of the total number of pairs, the kind of shoes made and the price paid for each lot, if work is performed on a piece-work basis. Such register shall be kept pursuant to the manner determined and prescribed by the Joint Committee.

Monthly Reports

All professional employers above mentioned shall transmit to the Joint Committee of the Shoe Industry a monthly report in writing, signed by the employer submitting it or by person in his employ for whom the employer is held responsible. The said report shall indicate the name in full and address of each employee in their employ, his qualification, the number of hours worked by him during each week of the period for which the report is submitted, the nature of such work, the wages paid each week of the period for which the report is submitted.

The professional employers shall transmit these reports on forms supplied by the Joint Committee of the Shoe Industry for that purpose, which reports shall have reached the Joint Committee on or before the fifteenth (15th) day of each month for the preceding month.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 9, 1946.

16529-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Missisquoi County, formed under decree number 2686, of October 9, 1941, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 4450, of October 31, 1946, in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from October 18, 1946, to October 18, 1947; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the list of the regular wages and of the percentages given to their employees subject to the decree.

b) The artisans subject to the decree shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the minimum wages established in the said decree for the journeymen, namely \$14.00 per week.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et des pourcentages reçus.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages and percentages received.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquées les heures de travail, l'argent perçu au cours de chaque semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit remplir ces rapports et les retourner au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, et les faire parvenir lui-même au Comité.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au Comité paritaire.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi pour la période se terminant le 18 octobre 1947.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DU COMTÉ DE MISSISQUIOUI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 octobre 1946 et le 18 octobre 1947.

Recettes:	
Cotisation des employeurs professionnels	\$20.16
Cotisation des salariés	20.16
Cotisation des artisans	36.36
	\$76.68
Dépenses:	
Salaire du secrétaire	\$24.00
Vérificateur	24.00
Frais de déplacement	18.00
Frais légaux	5.00
Papeterie, timbres, téléphone, télégrammes	5.68
	\$76.68

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 9 novembre 1946.

16530-o

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of the assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall make his reports and send them to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every employee, the sums owed to the Parity Committee and send such sums, himself, to the Committee.

The report of each professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30 and September 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Missisquoi County for the period ending October 18 1947.

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF MISSISQUIOUI COUNTY

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 18, 1946, and October 18, 1947.

Receipts:	
Professional employers' assessments	\$20.16
Employees' assessments	20.16
Artisans' assessments	36.36
	\$76.68
Expenses:	
Salary of the secretary	\$24.00
Auditor	24.00
Travelling expenses	8.00
Legal charges	5.00
Stamps, stationery, telephone, telegrams	5.68
	\$76.68

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Département du Travail,

Quebec, November 9, 1946.

16530-o

Voirie

AVIS

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Route N° 45 — Senneterre-La Reine.

Dans la municipalité des cantons unis de Royal-Roussillon & Poularies, comté d'Abitibi-Ouest:

Une section de 750 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 19 et 20.

Québec, le 24 octobre 1946.

Le Ministre de la voirie,
ANTONIO TALBOT.

16464-o

Roads

NOTICE

The part of the road hereinafter designated shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new, straightened and improved section, it has become useless for traffic.

Highway No. 45 — Senneterre-La Reine.

In the municipality of the united townships of Royal-Roussillon & Poularies, county of Abitibi-West:

A section of 750 feet, northeast of the new Highway, on or facing lots Nos. 19 and 20.

Quebec, October 24, 1946.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

16464

Lettre patente supplémentaire

"Les Industries Port Joli Limitée"
"Port Joli Industries Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour d'octobre 1946, changeant le nom de la compagnie "Les Industries J.O. Martin & Compagnie Limitée" — "J. O. Martin Industries & Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 décembre 1942, en celui de "Les Industries Port Joli Limitée" — "Port Joli Industries Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 8ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

16503-o

Letter Patent Supplementary

"Les Industries Port Jo'i Limitée"
"Port Joli Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Les Industries J. O. Martin & Compagnie Limitée" — "J. O. Martin Industries & Company Limited", incorporated by letters patent bearing date December 15, 1942, to that of "Les Industries Port Joli Limitée" — "Port Joli Industries Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16503

Minutes de notaires

Avis est, par le présent, donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur-en-conseil, par Me J. Clément Masson, notaire, demeurant et pratiquant à St-Evariste Station, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Joseph Wilfrid Gilbert, en son vivant notaire qui pratiquait à St-Evariste Station, district judiciaire de Beauce.

Québec, ce 8 octobre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16176-41-5-o

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Me J. Clément Masson, notary residing and practising at St-Evariste Station, judicial district of Beauce, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Joseph Wilfrid Gilbert, in his lifetime notary, who practised at St-Evariste Station, judicial district of Beauce.

Quebec, October 8, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

16176-41-5

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, 24 octobre 1946.

M. Emmet O'Farrell, de Saint-Joseph-de-Beauce, membre du Barreau de la Province: Conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire la nomination suivante:

Québec, 24 octobre 1946.

M. Richard Bousquet, 74, rue Saint-Pierre, Village La Providence, Saint-Hyacinthe: shérif du district de Saint-Hyacinthe, officier spécial chargé de la confection et de la revision de la liste des jurés pour ce district, et commissaire "*per dedimus potestatem*", à compter du 1er novembre 1946.

Quebec, October 24, 1946.

Mr. Emmet O'Farrell, of Saint Joseph-de-Beauce, a member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, October 24, 1946.

Mr. Richard Bousquet, 74 Saint-Pierre Street, La Providence Village, Saint-Hyacinthe: to be Sheriff for the district of Saint-Hyacinthe, special officer in charge of compiling and revising the list of jurors for the said district, and commissioner *per dedimus potestatem*, as from November 1, 1946.

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320); un plan d'une partie du canton de Périgny, division d'enregistrement de Chicoutimi, et comprenant les Rangs A, B, C, D, F, G, ainsi que les îles 1, 2, 3, 4 du Lac des Îlets;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre Province de Québec;

ATTENDU QUE ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des Terres et Forêts;

ATTENDU QUE conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 10 octobre 1946 et portant le numéro 4081,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie du canton de Périgny, dans la division d'enregistrement de Chicoutimi, comprenant les Rangs A, B, C, D, F, G, ainsi que les îles 1, 2, 3, 4 du Lac des Îlets, et;

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has had prepared, under his direction, in conformity with the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of part of the township of Périgny, registration division of Chicoutimi, and comprising ranges A, B, C, D, F, G and also the islands 1, 2, 3, 4 of Lac des Îlets;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference, made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Chicoutimi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated October 10, 1946, and bearing number 4081,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting that part of the township of Périgny, in the registration division of Chicoutimi, comprising ranges A, B, C, D, F, G, and also the islands 1, 2, 3, 4 of Lac des Îlets, and,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de No re province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année. Par ordre,

16497-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, { ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320); un plan du canton de Beaumesnil, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus, a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre Province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 10 octobre 1946, portant le numéro 4078,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of October, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under this superintendence, pursuant to the provision of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec 1941, section 2, chapter 320), a plan of the township Beaumesnil, in the Registration Division of Témiscamingue;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above, has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said plan and of the book of reference has been filed in the office of the Registration Division of Témiscamingue;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated October 10, 1946, bearing No. 4078;

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre Province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Beaumesnil, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec, et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.
Par ordre,

16498-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320); un plan du canton de Boileau, dans la division d'enregistrement de Chicoutimi;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus, a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU QUE ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting a part of the township of Beaumesnil, in the Registration Division of Témiscamingue and;

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration be to renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves, accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.
By command,

16498 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec 1941, section 2, chapter 320), a plan of the township of Boileau, in the Registration Division of Chicoutimi;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above, has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now re-

font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU QUE conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 10 octobre 1946, portant le numéro 4079,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus, au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre Province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Boileau, dans la division d'enregistrement de Chicoutimi, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre Province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre Province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
16499-o JEAN BRUCHÉSI.

main of record in the office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said plan and of the book of reference has been filed in the office of the Registration Division of Chicoutimi;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated October 10, 1946, bearing No. 4079,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned, in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the township of Boileau, in the Registration Division of Chicoutimi, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to renew within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of October, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
16499 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Canada, Province de Québec, district de Québec

"MEUBLES DAVELUYVILLE LTÉE"
(DAVELUYVILLE FURNITURE LTD)

AVIS

Le Bureau-Chef de la Compagnie "Meubles Daveluyville Ltée" (Daveluyville Furniture Ltd) Manufacturiers de meubles, est fixé à Daveluyville, Comté d'Arthabaska, Province de Québec.

Daveluyville, ce 30 octobre 1946.
(Signé) Le Secrétaire,
16478-o MARIUS OUELLET.

Head Offices

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

"MEUBLES DAVELUYVILLE LTÉE"
(DAVELUYVILLE FURNITURE LTD)

NOTICE

The head office of the company "Meubles Daveluyville Ltée" (Daveluyville Furniture Ltd.) furniture manufacturers, has been established at Daveluyville, county of Arthabaska, Province of Quebec.

Daveluyville, October 30, 1946.
(Signed) MARIUS OUELLET,
16478 Secretary.

CHICOUTIMI SUPPLIES, INC.

Avis par les présentes donné que "Chicoutimi Supplies, Inc.", (ci-devant "Bergeron Automobile, Limitée"), corporation constituée par lettres patentes de la Province de Québec en date du dix-neuf novembre mil neuf cent quarante-trois, et qui avait son siège social à Kenogami où son bureau ou domicile légal était situé au N° 31, rue Ste-Famille, a fixé ce bureau ou domicile légal au N° 332, rue Racine, en la cité de Chicoutimi, où se trouve maintenant son siège social.

A compter du présent acte avis, ledit bureau ou domicile légal est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Chicoutimi, le 28 octobre 1946.

Le Secrétaire,
16476-o LORENZO BRISSON.

CHICOUTIMI SUPPLIES, INC.

Notice is hereby given that Chicoutimi Supplies, Inc. (heretofore "Bergeron Automobile, Limited"), a corporation incorporated by letters patent of the Province of Quebec, under date of the nineteenth of November, one thousand nine hundred and forty-three, and having its head office at Kenogami, where its office or legal domicile was situate at No. 31 Ste-Famille street, has moved the said office or legal domicile to No. 332 Racine street, in the city of Chicoutimi, where its head office is at present.

From and after the present notice, the said office or legal domicile will be considered by the company as being its head office.

Chicoutimi, October 28, 1946.

LORENZO BRISSON,
16476 Secretary.

AVIS DE SITUATION DE SIÈGE SOCIAL
DE LA COMPAGNIE HÔTEL DES MONTS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Hôtel des Monts Inc., constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 25ième jour de juillet 1946, et ayant son siège social dans la municipalité de St-Sauveur, district de Terrebonne, province de Québec, a établi son bureau dans ladite municipalité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à St-Sauveur, ce 15ième jour d'août 1946.

HÔTEL DES MONTS INC.,
(Seau) Le Secrétaire,
16477 W.-H. ROBERTSON.

Avis est donné que la compagnie, Armand Sicotte & Fils, Limitée, Armand, Sicotte & Sons, Limited, constituée en corporation par lettres patentes rendues le 11 juillet 1945 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 1906 rue Van Horne, à compter de la date du présent avis.

Le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 12 décembre 1945.

(Seau) Le Secrétaire,
16512-o BERNARD SICOTTE.

NOTICE OF SITUATION OF HEAD OFFICE
OF HÔTEL DES MONTS INC.

Notice is hereby given that "Hôtel des Monts Inc.", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 25th day of July 1946, and having its head office in the Municipality of St. Sauveur, district of Terrebonne, Province of Quebec, has established its office in the said Municipality.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at St. Sauveur, this 15th day of August 1946.

HÔTEL DES MONTS INC.,
(Seal) W.-H. ROBERTSON,
16477-c Secretary.

Notice is hereby given that the company "Armand Sicotte & Fils, Limitée—Armand Sicotte & Sons, Limited", incorporated by letters patent dated July 11, 1945, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 1906 Van Horne Street, as from the date of the present notice.

The said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 12th day of December, 1945.

(Seal) BERNARD SICOTTE,
16512 Secretary.

Soumissions

SYNDICS D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE
BUCKINGHAM VILLE (DISSIDENTS)

Soumissions pour obligations

Avis public est, par les présentes, donné que les syndicats d'écoles de la municipalité de Buckingham Ville (dissidents) demandent des soumissions pour la vente de \$160,000 d'obligations émises en vertu d'une résolution adoptée par la commission scolaire de ladite municipalité et dûment approuvée par la Commission municipale de Québec et le Département de l'instruction publique.

Ces obligations datées du 1er juin 1946 seront imprimées en coupures de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00, portant intérêts à 3% par année payables semi-annuellement les premiers jours de juin

Tenders

SCHOOL TRUSTEES FOR THE MUNICIPALITY OF
BUCKINGHAM VILLE (DISSIDENTS)

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that the School Trustees for the municipality of Buckingham Ville (dissidents) are calling tenders for the sale of \$160,000.00 worth of Bonds, issued under the authority of a resolution adopted by the School Board of said municipality and duly approved by the Quebec Municipal Commission and the Department of Education.

These Bonds dated June 1st 1946, to be printed in denomination of \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00, bear interest at 3% per annum payable semi-annually on the first day of June

et décembre de chaque année et elles écherront en séries pendant une période de vingt-cinq ans.

Le capital et les intérêts sont payables aux bureaux de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt, à Buckingham, Montréal et Ottawa.

Un montant de \$40,000.00 devant échoir, moitié le 1er juin 1947 et moitié le 1er juin 1948 ne sera pas disponible pour vente parce qu'il est couvert par l'octroi déjà reçu.

Toute l'émission est aussi remboursable par anticipation, au pair, à toute date d'échéance, sur avis préalable de pas moins de trente jours et pas plus de soixante jours publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les soumissions seront placées dans une enveloppe cachetée et endossée "soumissions pour obligations" et doivent être reçues par le soussigné le ou avant le 25 novembre 1946, à 8.00 p.m. quand les syndics d'écoles en disposeront.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et spécifiée si le prix offert comprend ou non les intérêts.

La commission scolaire se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné en la ville de Buckingham, ce 28ième jour d'octobre 1946.

16490 Le Secrétaire-trésorier,
RUSSELL MacCALLUM.

and December of each year, and they mature in series during a period of twenty five years.

Principal and interest payable at the offices of the Bank mentioned in the loan procedure, at Buckingham, Montreal and Ottawa.

An amount of \$40,000.00 scheduled to mature, half on the 1st. of June 1947 and half on the 1st. of June 1948 shall not be available for sale, as the grant covering same is already received.

The whole issue is also callable by anticipation, at par, at any interest maturity date, upon previous notice of not less than thirty days nor more than sixty days to be published in the *Quebec Official Gazette*.

Tenders must be placed in a sealed envelope marked "Tenders for Bonds" and must reach the undersigned on or before the 25th. of November 1946, at 8.00 p.m. when the School Trustees shall dispose of them.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered includes or not the interest.

The School Board does not binds itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at the Town of Buckingham this 28th. day of October 1946.

16490-o RUSSELL MacCALLUM,
Secretary-treasurer.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE PRINCEVILLE COMTÉ D'ARTHABASKA

Demande de soumissions

Avis public est par le présent donné que ces soumissions cachetées et endossées, soumissions pour obligations seront reçues par le soussigné jusqu'à lundi le 25 novembre à 7½ hrs du soir pour l'achat de \$63,500.00 d'obligations de la corporation du village de Princeville en vertu des règlements N° 160, et 161, datés du 1er novembre 1946 et remboursables en séries du 1er novembre 1947, au premier novembre 1966 inclusivement avec intérêt à 3% payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année:

Le capital et les intérêts seront payables à Princeville, Québec et Montréal.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toutes échéances d'intérêts sous l'autorité du chapitre 212, statuts refondus de Québec, 1941, cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de la livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 25 novembre 1946, à 7½ hrs du soir à la salle du conseil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Princeville, le 5 novembre 1946.

16504-o Le Secrétaire-trésorier,
ARTHUR BOUCHER.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF PRINCEVILLE COUNTY OF ARTHABASKA

Call for tenders

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "tenders for bonds" will be received by the undersigned up to Monday the 25th November, at 7.30 o'clock in the evening for the purchase of \$63,500 of bonds of the Corporation of the Village of Princeville, in virtue of by-laws No. 160 and 161, dated from the 1st of November, 1946 and redeemable serially from the 1st of November, 1947 to the 1st of November 1966 inclusively, with interest at 3% payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year;

Capital and interest will be payable at Princeville, Quebec and Montreal.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, however if such redemption be partial the bonds to be redeemed, will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on November 25, 1946, at 7.30 o'clock in the evening in the Council Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Princeville, November 5, 1946.

16504 ARTHUR BOUCHER,
Secretary-treasurer.

Vente par licitation

Sale by Licitiation

Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 5432. François Côté, demandeur vs Armand Blanchette, défendeur.

Province of Quebec, district of St. Hyacinthe, Superior Court, No. 5432. François Côté, plaintiff; vs Armand Blanchette, défendant.

AVIS

NOTICE

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe, le 11 octobre 1946, dans une cause dans laquelle François Côté, commerçant, ci-devant de La Présentation, dit district et actuellement des cité et district de St-Hyacinthe, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: un emplacement situé en la paroisse de La Présentation, sur le rang Ste-Rose, d'un arpent et un quart de largeur en partant de la ligne de division Arthur Têtu, par une profondeur de deux arpents mesure anglaise, et étant connue et désigné, ledit emplacement, comme étant la partie sud-est du lot numéro quatre cent cinquante-sept (ptie s.e. n° 457) sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse, renfermé dans les bornes suivantes: en front le chemin public, en profondeur et du côté nord, par le résidu dudit lot n° 457 appartenant à Napoléon Desmarais et de l'autre côté, par Arthur Têtu, avec les bâtisses y construites, et ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE 1946, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de St-Hyacinthe, sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at St. Hyacinthe, in the district of St. Hyacinthe, the 11th October 1946, in a case wherein François Côté, trader, heretofore of La Présentation, said district and actually of the city and district of St-Hyacinthe, is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit: An emplacement situate in the parish of La Présentation, on the Ste-Rose range, measuring one arpent and one quarter in width starting from the division line of Arthur Têtu, by a depth of two arpents, English measure, and known and designated, the said emplacement, as the southeast part of lot number four hundred and fifty-seven (S.E.Pt. 457) on the official plan and in the book of reference for said parish, enclosed within the following boundaries: in front the public road, in depth and on the north side by the residue of said lot No. 457 belonging to Napoléon Desmarais and on the other side, by Arthur Têtu — with the buildings thereon erected, the said immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER, 1946, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of St-Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

St-Hyacinthe, ce 18 octobre 1946.

St-Hyacinthe, this 18th day of October, 1946.

Le Procureur du demandeur,

PH. POTHIER,

16319-43-2-o

PH. POTHIER.

16319-43-2

Attorney for plaintiff.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec, Comté de Vaudreuil.

Province of Quebec, County of Vaudreuil

VILLE DE L'ÎLE CADIEUX

TOWN OF ÎLE CADIEUX

Avis public est, par les présentes, donné que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère à la chambre 626, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, vendredi le sixième jour de décembre 1945, à cinq heures de l'après-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public Notice is hereby given that the property hereinafter described will be sold by public auction at Room 626, 132 St. James Street West, in Montreal, Friday the sixth day of December, 1946, at five o'clock in the afternoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus interest thereon and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire: C. H. Blick, Cadastre 1780, Subdivision 91.

Name of Proprietor C. H. Blick, Cadastral 1780, Subdivision: 91.

L'immeuble susdit est du cadastre de la paroisse de St. Michel de Vaudreuil, et situé dans la Ville de l'Île Cadieux.

The above immovable is in the plan and book of reference of the Parish of St. Michel de Vaudreuil and is situated in the Town of Ile Cadieux.

Ladite vente sera, en outre, faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

The said sale will be made with all the active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said property.

Donné en la Ville de Montréal, ce trentième
jour d'octobre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,

(Sceau)
16479-45-2-o

G. D. McKAY.

Given at the city of Montreal, this 30th day of
October, 1946.

(Seal)

16479-45-2-o

G. D. McKAY,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: { DAME ALBERT
N° 8444 C. M. { BEAUDET, domiciliée à Arthabaska, district d'Arthabaska, demanderesse; vs OSCAR MARTEL, résident à Princeville, district d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé au canton de Stanfold, huitième rang, soixante et dix pieds de largeur en front par quatre vingts pieds de profondeur et faisant partie du N° 11C (Ptie N° 11C) du huitième rang du canton de Stanfold, borné en front au sud-est du chemin du huitième rang, en arrière et d'un côté à Louis Dubois et de l'autre côté au résidu dudit terrain appartenant à la venderesse et occupé par Paul Renée, ensemble avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Eusèbe de Stanfold, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1946, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 5 novembre 1946. 16505-45-2-o
[Première insertion, 9 novembre 1946]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Gaspé

Percé, à savoir: { J. ADHÉMAR GAGNON de-
N° 2741 { mandeur vs Les HÉRITIERS
d'ALEXANDRE MOREAU défendeurs.

Les subdivisions 4, 5 et 6 du lot N° 73, premier rang seigneurie de Grande Rivière, dans le comté de Gaspé, P. Q. avec bâtisses dessus érigées circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Grande Rivière district de Gaspé, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1946 à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q. le 2 Nov. 1946. 16481-45-2-o
[Première insertion, 9 novembre 1946]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour supérieure — Province de Québec

District de { CAMILLE CHAMPAGNE, bour-
Joliette { geois, de la ville des Laurenti-
N° 8385 { des, district de Joliette, contre RO-
DOLPHE GARIÉPY, du même lieu.

Saisi comme appartenant au défendeur.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: { DAME ALBERT
No. 8444 M. C. { BEAUDET, domiciled at Arthabaska, district of Arthabaska, plaintiff; vs OSCAR MARTEL, residing at Princeville, district of Arthabaska, defendant.

As belonging to said defendant:

An emplacement situate in the township of Stanfold, eighth range, seventy feet in width, in front by eighty feet in depth, and forming part of lot No. 11C (Pt. No. 11C) in the eighth range of the township of Stanfold, bounded in front on the Southeast by the Eight Range Road, in rear and on one side by Louis Dubois and on the other side by the residue of said lot, belonging to the vendor, and occupied by Paul Renée, together with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Eusèbe de Stanfold, on the TENTH day of DECEMBER, 1946, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, November 5, 1946. 16505-45-2
[First insertion, November 9, 1946]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Gaspé

Percé, to wit: { J. ADHÉMAR GAGNON,
No 2741 { plaintiff; vs the HEIRS of
ALEXANDRE MOREAU, defendants.

Subdivisions 4, 5 and 6 of lot No. 73, first range of the Grande Rivière Seigneurie, in the county of Gaspé, P.Q.—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Grande Rivière, district of Gaspé, on the TENTH day of DECEMBER, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,

Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., Nov. 2nd, 1946. 16481-45-2
[First insertion, November 9, 1946]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — Province of Quebec

District of { CAMILLE CHAMPAGNE, bour-
Joliette { geois, of the town of des Lau-
No. 8385 { rentides, district of Joliette; against
RODOLPHE GARIÉPY, of the same place.

Seized as belonging to the defendant:

Une terre située en la paroisse de St-Lin, à la côte St-Ambroise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Lin, sous les numéros dix neuf cent quarante-quatre et dix neuf cent quarante-cinq (nos 1944 et 1945), avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en la ville des Laurentides, à la porte de l'église de cette paroisse, le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Député-shérif,
Bureau du shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, le 4 novembre 1946. 16491-45-2-o
[Première insertion, 9 novembre 1946]

A farm situate in the parish of St-Lin, at St-Ambroise hill, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Lin as numbers nineteen hundred and forty-four and nineteen hundred and forty-five (Nos: 1944 and 1945) — with buildings thereon erected.

To be sold in the town of des Laurentides, at the church door of the said parish, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Joliette, November 4th, 1946. 16491-45-2
[First insertion, November 9, 1946]

PONTIAC

Cour Supérieure — District de Pontiac

Canada, { S. J. MAJOR LIMITE. TED, un corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires et son principal bureau d'affaires à Ottawa, province d'Ontario, demanderesse; vs A. BRISARD, du canton de l'Île du Grand Calumet, dans le district de Pontiac, défendeur.

Le lot N° 14-N, rang 1, suivant les plan et livre de renvoi officiels du canton de l'Île Calumet, et toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, Québec, MARDI, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE mil neuf cent quarante-six, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, Québec,
5 novembre 1946. 16513-45-2
[Première insertion, 9 novembre 1946]

Superior Court — District of Pontiac

Canada, { S. J. MAJOR LIMITE. TED, a body politic and corporate having its head office and principal place of business at Ottawa, Province of Ontario, plaintiff; vs A. BRISARD, of the township of Ile-du-Grand-Calumet, in the district of Pontiac, defendant.

Lot No. 14-N, range 1, according to the Official Plan and Book of Reference of the Township of Calumet Island and all buildings erected thereon.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac in Campbell's Bay, Quebec, on TUESDAY the TENTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and forty-six, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, Québec,
November 5, 1946. 16513-45-2-o
[First insertion, November 9, 1946]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC, N° 2403 39 } contre EUGÈNE CARON, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, à savoir:

Le lot numéro trois cent sept (307) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement borné au Nord-Est par le lot N° 308, au Sud-Est par le lot 302 (ruelle) au Sud-Ouest par le lot N° 306 et au Nord-Ouest par le lot 330-A (Chemin de fer électrique); mesurant 25 pieds de front par 75 pieds de profondeur et contenant une superficie de 1,875 pieds carrés, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 7 novembre 1946. 16514-45-2-o
[Première insertion: 9 novembre 1946]
[Seconde insertion: 23 novembre 1946]

QUEBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC; No. 2403-39 } against EUGÈNE CARON, of the city of Montreal, in the district of Montreal, to wit:

Lot number three hundred and seven (307) on the official cadastre for the parish of St-Roch-Nord, now Limoilou Ward, of the city of Quebec, being an emplacement bounded on the north-east by lot No. 308, on the southeast by lot 302 (lane) on the southwest by lot No. 306 and on the northwest by lot 330-A (electric railway); measuring 25 feet in front by 75 feet in depth and containing a superficial area of 1,875 square feet, English measure, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, November 7, 1946. 16514-45-2
[First insertion: November 9, 1946]
[Second insertion: November 23, 1946]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 45

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Belley vs Barrette	3011
Fontaine vs Thomas	3011
Giguère vs Boissinot	3011

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

4453 — Métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal	3022
4454 — Fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal	3012
4455 — Métiers de barbier et coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de St-Antoine et la municipalité de St-Antoine de Longueuil	3013
4456 — Métiers de barbier et coiffeur dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford et le village de Sweet-sburg	3016
4457 — Métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal	3015
4458 — Employés de pompes funèbres de la région de Montréal	3016
4459 — Industrie de la peinture dans la province de Québec	3019
4460 — Employés de tavernes dans la cité de Québec	3017
4461 — Métier de plombier dans la région de Hull	3018
4462 — Employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Sherbrooke	3018
4463 — Établissements commerciaux dans la ville de Windsor	3019
4464 — Établissements commerciaux dans la ville de Mégantic	3020
4465 — Commerce de détail dans la ville de Farnham	3021
4466 — Métiers de barbier et coiffeur dans la cité de Hull et la ville de Buckingham	3021
4467 — Barbiers, coiffeurs et coiffeuses dans les comtés de Joliette, Berthier, L'Assomption et Montcalm	3015
4468 — Travailleurs en fourrure de la cité de Québec	3014

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Coopérative d'Électricité du Golfe Saint-Laurent (Fondation)	3024
Deschênes, village de (Tirage d'obligations)	2993
J. H. Duchesne Limitée (Règlement)	2997
La Fédération de l'U.C.C. de Témiscamingue (Formation)	2994
L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois Ouvré, Local No 1 (Formation)	3023
L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec (Règlements)	2997
Le Syndicat Catholique des Employés de la Machinerie de Pont-Rouge Inc. (Formation)	2995
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Edwidge, Compton (Formation)	3024
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Mathieu-de-Belœil (Formation)	3024

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Belley vs Barrette	3011
Fontaine vs Thomas	3011
Giguère vs Boissinot	3011

ORDERS IN COUNCIL:

4453 — Printing trades in the district of Montreal	3022
4454 — Sheet metal products manufacturing in the Island of Montreal	3012
4455 — Barber and hairdresser trades in the Island of Montreal, the city of St. Lambert and the municipality of St-Antoine de Longueuil	3013
4456 — Barber and hairdresser trades in the towns of Farnham, Cowansville, Bedford and the village of Sweet-sburg	3016
4457 — Barber and hairdresser trades in the district of Montreal	3015
4458 — Funeral undertakers' employees of the district of Montreal	3016
4459 — Paint industry in the Province of Quebec	3019
4460 — Tavern employees in the city of Quebec	3017
4461 — Plumbing trade in the district of Hull	3018
4462 — Grocery, butcher-shop and restaurant-grocery employees in the city of Sherbrooke	3018
4463 — Commercial establishments in the town of Windsor	3019
4464 — Commercial establishments in the town of Megantic	3020
4465 — Retail trade in the town of Farnham	3021
4466 — Barber and hairdresser trades in the city of Hull and the town of Buckingham	3021
4467 — Barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, L'Assomption and Montcalm	3015
4468 — Fur workers of the city of Quebec	3014

2979 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Coopérative d'Électricité du Golfe Saint-Laurent (Foundation)	3024
Deschênes, village of (Drawing of bonds)	2993
J. H. Duchesne Limitée (By-law)	2997
La Fédération de l'U.C.C. de Témiscamingue (Formation)	2994
L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois Ouvré, Local No 1 (Formation)	3023
L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec (By-laws)	2997
Le Syndicat Catholique des Employés de la Machinerie de Pont-Rouge Inc. (Formation)	2995
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Edwidge, Compton (Formation)	3024
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Mathieu-de-Belœil (Formation)	3024

Montréal-Nord, ville de (Avis d'assemblée).....	2994	Montreal-North, town of (Notice of meeting).....	2994
Pembroke Electric Light Company, Limited (Barrage).....	2997	Pembroke Electric Light Company, Limited (Dam).....	2997
Pembroke Electric Light Company, Limited (Barrage).....	3022	Pembroke Electric Light Company, Limited (Dam).....	3022
Pointe-aux-Trembles, ville de (Avis d'assemblée).....	2996	Pointe-aux-Trembles, town of (Notice of meeting).....	2996
Saint-Michel, ville de (Avis d'assemblée).....	2995	Saint-Michel, town of (Notice of meeting).....	2995
Syndicat Coopératif Combat (Fondation).....	2996	Syndicat Coopératif Combat (Fondation).....	2996
Syndicat de Travail de Cléricy (Fondation).....	2996	Syndicat de Travail de Cléricy (Fondation).....	2996
The Association of Employees, C.C. & F. Co. Ltd. Point St. Charles Works, Montreal (Nom changé).....	3023	The Association of Employees, C.C. & F. Co. Ltd. Point St. Charles Works, Montreal (Name changed).....	3023
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
F. R. Rajotte Limitée.....	3024	F. R. Rajotte Limitée.....	3024
Plastocraft Inc.....	3025	Plastocraft Inc.....	3025
Prudential Construction, Limited.....	3025	Prudential Construction, Limited.....	3025
Teaberry Chewing Gum Company Limited.....	3024	Teaberry Chewing Gum Company Limited.....	3024
The Amherst Park Land Company.....	3025	The Amherst Park Land Company.....	3025
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
Ordonnance N° 4, 1942 (Amendement).....	2998	Ordinance No. 4, 1942 (Amendment).....	2998
COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Kirk Ltd.....	3025	Kirk Ltd.....	3025
DEMANDE À LA LÉGISLATURE:		APPLICATION TO LEGISLATURE:	
Wickham, Arthur Patrick.....	3025	Wickham, Arthur Patrick.....	3025
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie Laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 44-46A — Abitibi.....	3026	Order No. 44-46A — Abitibi.....	3026
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
St-Paul l'Ermite, munic. scolaire de.....	3026	St-Paul l'Ermite, school munic. of.....	3026
St-Pierre, munic. scolaire de.....	3027	St-Pierre, school munic. of.....	3027
MINES:		MINES:	
Révocation de concessions minières.....	3027	Cancellation of mining concessions.....	3027
Révocation de concessions minières.....	3027	Cancellation of mining concessions.....	3027
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité paritaire de l'industrie de la chaussure (Règlements).....	3029	Joint Committee of the shoe industry (By-laws).....	3029
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi (Prélèvement).....	3030	Parity Committee of barbers and hair-dressers of Missisquoi County (Levy).....	3030
Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières (Règlement).....	3028	Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières (By-law).....	3028
Métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle (Modification).....	3028	Building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle (Amendment).....	3028
VOIRIE:		ROADS:	
Royal-Roussillon et Poularies, cantons unis.....	3032	Royal-Roussillon et Poularies, united townships.....	3032
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Cardinal Estate Corporation.....	2980	Cardinal Estate Corporation.....	2980

Cyrus Realty Inc.	2981	Cyrus Realty Inc.	2981
Dominion Associated Brands Inc.	2981	Dominion Associated Brands Inc.	2981
Dominion Lumber Co. Ltd.	2981	Dominion Lumber Co. Ltd.	2981
Drain Clear Service Limited.	2982	Drain Clear Service Limited.	2982
Esquire Luggage Company Limited.	2982	Esquire Luggage Company Limited.	2982
Fleury Mica Mine, Limited.	2983	Fleury Mica Mine, Limited.	2983
General Decoration Manufacturing Ltd.	2984	General Decoration Manufacturing Ltd.	2984
Genest & Tessier Inc.	2984	Genest & Tessier Inc.	2984
Granby Wooden Novelties Co. Ltd.	2985	Granby Wooden Novelties Co. Ltd.	2985
Grand Calumet Mining Company Limited.	2985	Grand Calumet Mining Company Limited.	2985
H. M. & S. Sportswear Inc.	2986	H. M. & S. Sportswear Inc.	2986
Isidore Pollack Inc.	2986	Isidore Pollack Inc.	2986
Kenebec Wood Products Limited— Produits Forestiers Kenebec Limitée	2986	Kenebec Wood Products Limited— Produits Forestiers Kenebec Limitée	2986
Les Produits Artistiques Limitée— Artistic Products Limited.	2987	Les Produits Artistiques Limitée— Artistic Products Limited.	2987
Levitt Holding Corp.	2987	Levitt Holding Corp.	2987
Men's Apparel Inc.	2988	Men's Apparel Inc.	2988
Nadeau & Frères, Ltée.	2988	Nadeau & Frères, Ltée.	2988
National Converters and Jobbers Inc.	2989	National Converters and Jobbers Inc.	2989
Papicath Investors Limited.	2989	Papicath Investors Limited.	2989
Photo-Lithographie Inc.	2990	Photo-Lithographie Inc.	2990
Pierre Sévigny & Cie Inc.	2990	Pierre Sévigny & Cie Inc.	2990
Quebec Waterways Sightseeing Tours Company—La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec.	2991	Quebec Waterways Sightseeing Tours Company—La Compagnie d'Excursions Maritimes de Québec.	2991
Reldan Mfg. Corporation.	2991	Reldan Mfg. Corporation.	2991
Rynol Inc.	2992	Rynol Inc.	2992
The Mountain Castle Inc.	2992	The Mountain Castle Inc.	2992

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Chicoutimi Supplies, Inc.	2993
Les Industries Port Joli Limitée— Port Joli Industries Limited.	3032

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Chicoutimi Supplies, Inc.	2993
Les Industries Port Joli Limitée— Port Joli Industries Limited.	3032

MINUTES DE NOTAIRES:

Masson, J.-Clément.	3032
--------------------------	------

NOTARIAL MINUTES:

Masson, J.-Clément.	3032
--------------------------	------

NOMINATIONS:

Diverses.	3032
----------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.	3032
---------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du ca- dastre de la partie du canton Périgny.	3033
Concernant la mise en vigueur du ca- dastre du canton Beaumesnil.	3034
Concernant la mise en vigueur du ca- dastre du canton Boilleau.	3035

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the cadastre for part of the township of Périgny.	3033
Concerning the coming into force of the cadastre for the township of Beau- mesnil.	3034
Concerning the coming into force of the cadastre for the township of Boilleau.	3035

SIÈGES SOCIAUX:

Armand Sicotte & Fils, Limitée— Armand Sicotte & Sons, Limited.	3037
Chicoutimi Supplies, Inc.	3037
Hôtel des Monts Inc.	3037
Meubles Daveluyville Ltée—(Dave- luyville Furniture Ltd.).	3036

HEAD OFFICES:

Armand Sicotte & Fils, Limitée— Armand Sicotte & Sons, Limited.	3037
Chicoutimi Supplies, Inc.	3037
Hôtel des Monts Inc.	3037
Meubles Daveluyville Ltée—(Dave- luyville Furniture Ltd)	3036

SOUMISSIONS:

Princeville, village de.	3038
Syndics d'écoles de Buckingham Ville.	3037

TENDERS:

Princeville, village of.	3038
School Trustees of Buckingham Ville.	3037

VENTE PAR LICITATION:

Côté vs Blanchette.	3039
--------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Côté vs Blanchette.	3039
--------------------------	------

VENTE POUR TAXES:

Ile Cadieux, ville de.	3030
-----------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Ile Cadieux, town of.	3039
----------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

ARTHABASKA:

Beaudet vs Martel 3040 Beaudet vs Martel 3040

GASPÉ:

GASPÉ:

Gagnon vs Héritiers Alexandre Moreau 3040 Gagnon vs Heirs of Alexandre Moreau 3040

JOLIETTE:

JOLIETTE:

Champagne vs Gariépy. 3040 Champagne vs Gariépy. 3040

PONTIAC:

PONTIAC:

S. J. Major Limited vs Brisard 3041 S. J. Major Limited vs Brisard 3041

QUÉBEC:

QUEBEC:

Cité de Québec vs Caron 3041 Cité de Québec vs Caron 3041

16533-o

16533-o

